

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
JEUDI 22 JANVIER 1970
N° 438, 1,50 F



satisfaits



et

mécontents

A.F.P.

Sommaire

Luttes ouvrières

8. Les méthodes du patronat.
Robert Desplechin
9. Le patronat alsacien se démasque.
Michel Camouis

Luttes étudiantes

- 10-11. La violence « légale » sévit dans les lycées et les universités.

Luttes agricoles

20. Le secteur « agriculture » a tenu sa première assemblée.

Luttes internationales

12. Entretien avec Lucio Libertini.
13. Les ennemis du socialisme.
Michèle Vannesse
14. Social-démocratie et socialisme en Suède.
Michel Rocard
16. La lutte de classes en Egypte
Henry Rosengart
17. Grève tournante contre après-franquisme.
Roger Racier

Vie économique.

7. 1969, année du profit.
Rémy Grillault

Politique intérieure

4. Un « bulletin vert » marron.
Jacques Ferlus
5. Diplomatie ou lutte de classes.
Jean-Marie Vincent
6. Cérémonie publique.
M. Descolonges

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

**Ah, Dieu !
que la guerre
est jolie !**

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Rappel des numéros disponibles :

- 4-5 - La crise du système monétaire international.
- 6 - Le sens de la crise tchécoslovaque.
- 7 - L'échelle mobile des salaires.
- 8-9 - Histoire du P.S.U.

Abonnement : les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »
54, boulevard Garibaldi, Paris XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal. C.C.P. T.S. 58.26.65
Paris.

tribune
socialiste

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot.

Comité de Rédaction
Jean-Louis Auduc, Henri Bely, André Bielany, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonges, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean Morel, Dominique Nores, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire.

Maquette
Claude Picart

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Le présent numéro est tiré
36.000 exemplaires.

Hebdomadaire
du P.S.U.

Rédaction - Administration
54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)
Téléphone :
Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

Abonnements
6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir de 80 F
C.C.P. 58 26 65

REGIE PUBLICITAIRE
M.S.B. Conseil
28, rue des Petites-Ecuries
PARIS-10^e - Tél.: 824-67-85 87

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e.

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom

Prénom

Adresse

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e

A PARAÎTRE PROCHAINEMENT

ANDRÉ BARJONET

**LE PARTI
COMMUNISTE
FRANÇAIS**

LES EDITIONS JOHN DIDIER

236 pages

Prix de souscription 15 F
Prix public 16,50 F

Membre des Jeunesses Communistes dès 1939, résistant de la première heure. Membre du P.C.F. depuis 1944, collaborateur de Roger Garaudy à l'Encyclopédie de la renaissance française, puis au Centre d'Etudes et de Recherches Marxistes, un des premiers fondateurs d'« Economie et Politique ».

André Barjonet démissionna du P.C.F. en 1968 en même temps qu'il résiliait ses fonctions de Secrétaire au Centre d'Etudes Economiques et Sociales de la C.G.T. et qu'il adhérait au PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ.

A la table des matières

1^{re} partie

- I. — Le PCF, la nation et la patrie.
- II. — Quel marxisme ?
- III. — Le PCF et la « démocratie ».
- IV. — Le PCF et le socialisme.
- V. — La dictature du prolétariat et les voies de passage au socialisme.

2^e partie

- I. — Le « centralisme démocratique ».
- II. — Les organisations annexes ou influencées.
- III. — Le presse communiste et l'éducation.

3^e partie

- I. — Le PCF et les intellectuels.
- II. — Les communistes, le langage et la morale.
- III. — Les problèmes de la jeunesse.
- IV. — Le PCF et les questions internationales.
- V. — Les événements récents et l'échec de Waldeck-Rochet.

Bon de commande

à envoyer à TRIBUNE SOCIALISTE, 54, bd Garibaldi, Paris (15^e) - C.C.P. Paris 58 26 65
Veuillez expédier, franco de port, dès parution du livre « Le Parti Communiste Français » à l'adresse ci-dessous :

..... ex. du livre

Ci-joint un chèque de

M

Adresse

Satisfaits et mécontents

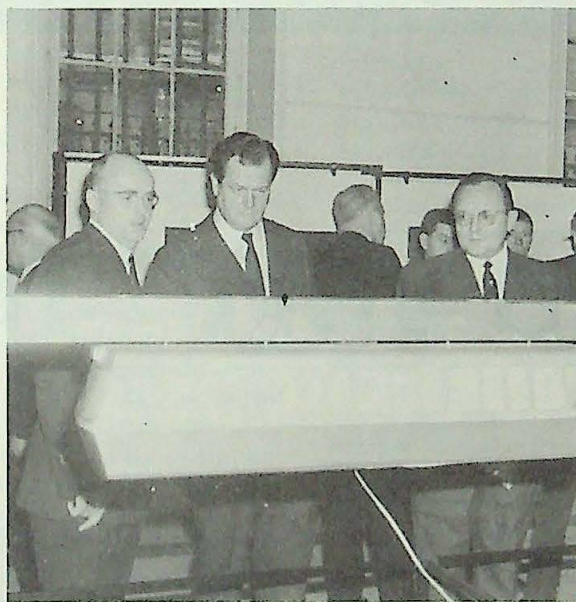
Jean-Marie Vincent

Nos gouvernants sont satisfaits, satisfaits de la situation et, bien entendu, satisfaits d'eux-mêmes. Le mois de janvier 1970 est arrivé sans que les difficultés de l'Etat se soient aggravées. Le plan de Giscard d'Estaing pour redresser la situation financière porte quelques fruits grâce à l'heureux épisode de la réévaluation du mark, et la Banque de France n'a plus trop de soucis à se faire pour ses fins de semaine et ses fins de mois. La concentration des entreprises va également bon train et nos capitalistes commencent à rêver d'une croissance à la japonaise. Mais il y a mieux encore ! Les commerçants ne bougent plus, les paysans ne manifestent plus, les ouvriers font grève moins facilement, et, ma foi, les lycéens, on leur tape dessus.

Il n'en faut pas plus pour que les contours vagues de la « nouvelle société » deviennent un dessein précis, tout au moins dans les déclarations des ministres. Selon J. Chaban-Delmas, le VI^e Plan, qui n'a pourtant pas encore vu le jour, va régler beaucoup de problèmes et, pourquoi pas, balayer les injustices sociales. On ne peut pas tout faire d'un seul coup, mais la sollicitude des responsables est infinie. D'ailleurs, comme l'affirme M. Giscard d'Estaing, les sacrifices actuels sont équitablement répartis. Les mécontents, par conséquent, ne peuvent être que des trublions ou de pauvres gens qui ne comprennent pas où est leur véritable intérêt.

On pourrait multiplier à l'infini le témoignage de cette satisfaction profonde. On pourrait citer les organes destinés aux dirigeants d'entreprise : « L'Expansion », « L'Economie », etc. On pourrait montrer comment tout ce beau monde se convainc que nous vivons dans un monde merveilleux, peuplé de P.D.G. dynamiques et de subordonnés empressés, fait pour des investissements rentables et des échanges fructueux, marqué enfin par des croisières aux Caraïbes et par de délicieux moments de détente. Aussi, pourquoi vouloir changer cet univers ?

Le seul ennui est qu'il faut avoir des lunettes très filtrantes pour ne voir de la réalité que ce coin idyllique. Notre monnaie a sans doute opéré un beau rétablissement, mais les hausses de prix doivent selon les experts continuer au moins jusqu'en mars 1970. Nous sommes en outre à la merci d'une politique déflationniste un peu poussée aux Etats-Unis et en Allemagne fédérale pour tout ce qui concerne le niveau de l'activité économique.



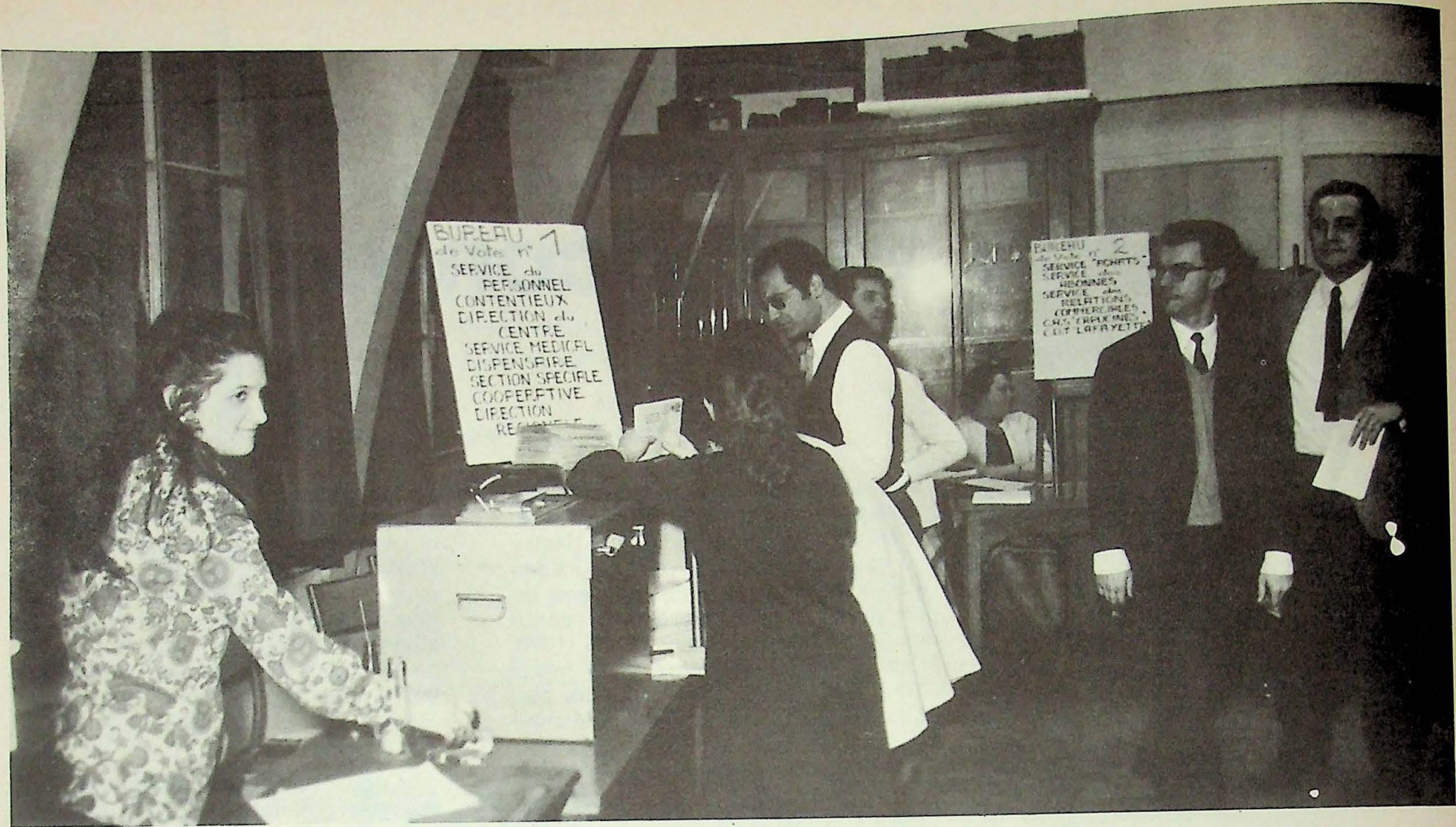
M. Guichard devant l'Urba.

Presque du jour au lendemain les masses populaires peuvent se trouver confrontées à une recrudescence du chômage, ou aux conséquences de nouvelles spéculations monétaires. Dans le cadre du système, les artisans et les commerçants n'ont pas d'avenir assuré et, surtout, les paysans sont promis à une dépossession rapide.

D'autre part, le présent n'a rien de particulièrement reluisant. Dans les grandes villes, les problèmes de transport deviennent de plus en plus graves pour les travailleurs. Le ministre de la Construction adapte les pauvres projets d'urbanisme de ses prédécesseurs aux impératifs des promoteurs. M. Guichard, à l'Education nationale, est prêt à aggraver la ségrégation, la discrimination dont sont victimes les enfants des couches défavorisées de notre société. A chaque moment la ma-

traque est prête à frapper les « gauchistes » qui ont la prétention de vendre leur presse, les étrangers qui ont l'audace de revendiquer contre leurs exploités, les paysans qui ne veulent pas perdre le fruit de leur travail. Le monde d'aujourd'hui, pour la majorité de ceux qui y vivent, est celui de la peine, des efforts sans signification, des aspirations étouffées et du désespoir feutré.

Malgré leur satisfaction affichée, nos gouvernants ne l'ignorent pas totalement. Ils savent que la vie quotidienne des masses peut receler une part considérable de révolte, de refus. Aussi cherchent-ils, soit à dévier cette force latente vers mille moyens illusoire d'évasion individuelle, soit à persuader les travailleurs de leur propre impuissance. Cela explique que l'expression du contentement bourgeois n'exclut jamais la précaution, l'essai pour appâter les masses ou les impressionner. Cela explique les comportements du grand regroupement conservateur U.D.R. qui, dans de pseudo-journées d'étude, se penche sur les conditions « d'une société plus humaine » (rapporteur Papon, ancien préfet de police), mais qui, en même temps, fait donner de la voix à ses différents chiens de garde. Mais comme aimait à le dire Marx en citant Loustalot, un journaliste de la Révolution française : « Les grands ne sont grands que parce que nous sommes à genoux. Levons-nous ! » En l'occurrence, dans une conjoncture de calme relatif où les adversaires comptent leurs forces, cela veut dire tout faire pour dévoiler la réalité des rapports sociaux, des conditions faites aux travailleurs. C'est le sens que le P.S.U. donne à ses campagnes d'action qui n'ont rien à voir avec la simple expression d'une indignation morale, mais qui cherchent au contraire à détruire l'influence que l'idéologie bourgeoise exerce sur les esprits. Elles ne s'éloignent pas d'une politique révolutionnaire, elles sont au contraire au cœur du processus de reclassement et de vérification des forces anti-capitalistes. □



Elie Kagan

Un "bulletin vert" marron

Jacques Ferlus

— Alors, ce référendum ?

— C'est décevant... Très décevant... Quand je pense à tout le boulot qu'a fait le syndicat... Tout ça pour rien... Parce que, je vais vous dire, chez nous presque tout le monde est syndiqué... Eh bien, les « contre » ne représentent guère plus que les voix de la C.G.T. Tenez, dans ma section il y a 22 gars qui sont allés voter, ce sont les 22 adhérents de la C.G.T. Les autres n'ont pas bougé.

— Mais pourquoi ça ? Il y a bien eu des C.F.D.T. et des F.O. qui ont voté ?

— Sans doute mais pas chez nous. Les consignes syndicales ça se respecte, sinon le syndicat ne sert plus à rien. Je ne peux donc rien leur reprocher. Et puis comprenez que le copain qui va voter ne peut le faire en cachette. Même s'ils étaient d'accord avec la C.G.T. ils n'ont pas voulu se faire remarquer.

— Qu'auriez-vous fait à leur place ?

— Je ne suis pas à leur place. Moi, je suis C.G.T.

— Cette convention salariale, qu'en pensez-vous ?

— Je n'y comprends rien ; ce n'est pas clair. Et je me dis que si je ne comprends pas, c'est que ce n'est pas bon. Ils font des calculs très compliqués pour finalement vous dire que vous risquez de gagner un peu plus. Mais ce n'est qu'un risque. Pour moi c'est un piège à c... Je vais vous montrer la formule magique (il me tend un article de journal)... Voilà...
 $1 + 0,5 \text{ PN} + 0,15 \text{ (VN)} - 2,5 \text{ XN}$

Ça au moins c'est clair... Je me demande si Boiteux serait capable de l'exploiter.

— Vous n'êtes pas allé aux réunions d'information ?

— Non... Enfin une fois tout de même, mais c'est trop de parloterie... J'ai lu les papiers du syndicat, ça m'a suffi.

— Le principe de voter sur un accord qu'en pensez-vous ? A votre avis, la C.G.T. a-t-elle eu raison d'organiser ce vote ?

— Je ne sais pas trop... D'un côté ça ne prouve pas grand-chose puisqu'il n'y a eu comme votants que les gens de la C.G.T., un peu plus puisqu'il y a 68.000 bulletins verts...

— Mais la C.G.T. affirme avoir

70.000 adhérents à l'E.G.F.

— Je ne le savais pas... D'un autre côté si on n'avait rien fait on laissait la victoire à Boiteux. Lui, il ne s'embarrasse pas. Quand il négocie, la C.G.T. compte pour un, la C.F.D.T. un, F.O. un et les autres aussi. Tandis que sur le terrain, la C.G.T. compte six et tous les autres ensemble quatre... Donc on a réussi à coincer Boiteux...

— Et aussi les autres syndicats.

— Ça ?... Moi je ne fais pas de politique.

— Ce référendum peut constituer un précédent dangereux. On peut maintenant vous imposer un référendum sur n'importe quoi...

— Il n'y a pas de danger... Chez nous, je vous l'ai dit, on est tous syndiqués... S'il faut aller voter, on y va... S'il ne faut pas y aller, on n'y va pas. C'est aussi simple.

— A l'E.G.F. peut-être mais ailleurs, dans les entreprises privées par exemple ?

— Euh... Là, c'est différent. On n'en a jamais parlé... Vous avez peut-être raison.

— Donc maintenant on sait que six travailleurs de l'E.G.F. sur dix demandent l'ouverture de nouvel-

les négociations. A votre avis que va-t-il se passer ?

— C'est bien ça qui est décevant, c'est que j'ai bien peur qu'il ne se passe rien du tout. Boiteux ne va pas accepter de discuter... Il va se satisfaire de l'accord des autres... Alors, peut-être la grève ?

— Avec trois mois de préavis...

— Pour ceux qui ont signé, pas pour la C.G.T... Et puis quand on a besoin de la grève on peut très bien se passer du préavis. Ça me ferait mal de voir cet accord entrer en pratique, surtout après la campagne que vient de mener la C.G.T... On ne va tout de même pas se laisser plumer sans rien dire... Je compte beaucoup sur le syndicat.

— Tant que ça ?

— Oui... Oui... Nous, les ouvriers, on n'a rien d'autre que le syndicat... C'est nous le syndicat... Il faudrait être plus nombreux encore, plus forts...

— Vous êtes militant ?

— Pas trop... presque pas même... C'est comme ça... Qu'est-ce que vous prenez ? Pour moi ce sera un Ricard...

Diplomatie ou lutte de classe

Jean-Marie Vincent

Le référendum du 14 janvier a été un succès pour la C.G.T. Il est maintenant clair que la majorité des travailleurs de l'E.G.F. refusent la « convention sociale » signée par les syndicats C.F.D.T., U.N.C.M., F.O. On peut, certes, regretter qu'il ait fallu plusieurs semaines, une procédure lente et lourde à manipuler pour arriver à ce constat. Mais le résultat est tout de même là.

Une pente dangereuse

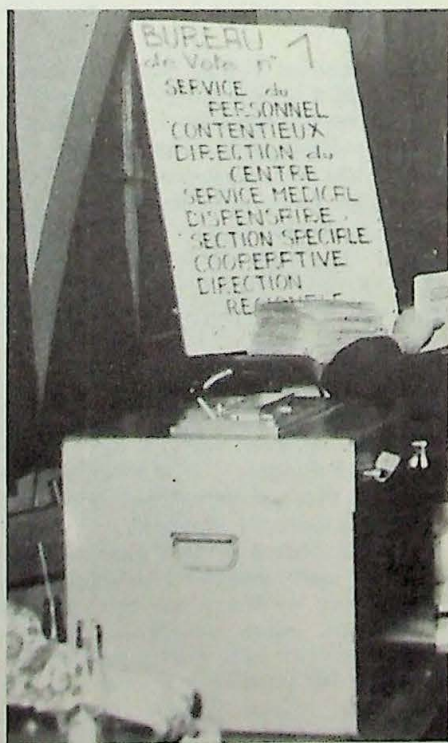
La question qui se pose maintenant est de savoir comment va s'orienter le mouvement syndical français dans les prochains mois. La C.G.T. peut naturellement être tentée par un jeu essentiellement diplomatique qui consisterait à s'affirmer comme l'interlocuteur privilégié du gouvernement. Dans cet esprit le succès du référendum pourrait être exploité dans deux directions : obliger la C.F.D.T. à se mettre à la remorque de la politique revendicative de la C.G.T. et en second lieu pousser le gouvernement à accepter quelques modifications dans sa politique contractuelle (disparition des clauses anti-grèves ou tout au moins de leurs aspects les plus voyants et les plus dangereux).

Il est encore trop tôt pour savoir si le régime se prêtera entièrement à une telle orientation. Dans son interview à « l'Express » du 19 janvier Chaban-Delmas reste d'une remarquable prudence. Il invite la direction de l'E.D.F. - G.D.F. à respecter sa signature et rappelle que l'établissement d'un tissu contractuel entre les partenaires sociaux constitue l'une des ambitions majeures de son gouvernement. Cela laisse la porte ouverte à bien des tactiques : s'en tenir à l'accord tel qu'il est à l'E.G.F. tout en acceptant des conventions plus proches du type Berliet dans le reste du secteur public, revoir quelques aspects secondaires de la convention E.G.F. et lancer une grande campagne sur les bienfaits de la collaboration de classes, ou encore, mais c'est moins vraisemblable, s'en tenir strictement aux clauses de préavis pour les grèves dans les grandes entreprises publiques.

Beaucoup de choses dépendront de la conjoncture. Si le gouvernement, dans l'abstrait, préfère les contrats à la suédoise ou à l'allemande, il est surtout essentiel pour lui de créer un climat de paix sociale dans les mois à venir. En d'autres termes il est souhaitable, de son point de vue, que la res-

triction du droit de grève soit sanctionnée en bonne et due forme, mais l'important est, en ce moment, de restreindre l'exercice effectif de ce droit de grève et de pousser les syndicats à discipliner les travailleurs. Chaban-Delmas ne dit-il pas qu'il désire des syndicats solides, c'est-à-dire capables de faire respecter les conventions passées ? Il faut donc s'attendre à un jeu en souplesse dont l'objectif sera de tirer parti aussi bien de la division syndicale que de la faiblesse des orientations définies par les centrales.

En ce sens un dialogue entre le gouvernement et Georges Ségué est du domaine du possible. On l'imagine très bien ponctué d'affrontements mineurs, de coups de semonce divers, de démonstrations en direction de l'opinion publique. Mais il faut bien voir tout ce qu'il impliquerait pour l'ensemble du mouvement syndical et par contre-coup pour tout le mouvement ouvrier. Les grèves décidées à la base, si caractéristiques pour l'automne passé, deviendraient beaucoup plus difficiles, ne serait-ce qu'en fonction des illusions qui pourraient naître sur les résultats à escompter du dialogue de sommet. La division syndicale aurait tendance à s'accroître un peu plus, chaque centrale craignant d'être trompée ou coiffée par l'autre dans ce grand jeu diplomatique.



Elie Kagan

A terme les conditions propices aux contrats à la suédoise pourraient être créées au grand dam des dirigeants syndicaux eux-mêmes.

Défendre l'autonomie du mouvement ouvrier

C'est pourquoi au lendemain du référendum du 14 janvier il est capital de poser concrètement la question de la liberté d'action des travailleurs. La C.G.T. a précisé qu'elle envisageait de nouvelles actions à l'E.G.F. si la direction de Boiteux refusait de négocier. Mais ce principe posé, il faut dès maintenant préparer psychologiquement et politiquement les conditions d'une grève. Cela veut dire qu'il faut expliquer les revendications des travailleurs de l'E.D.F., les faire comprendre au maximum de travailleurs du secteur public et du secteur privé. Cela veut dire aussi qu'il faut discuter les méthodes de lutte à la base et organiser les confrontations nécessaires entre les différentes sections syndicales concernées. Il n'est pas certain que les conséquences de la grève ratée de novembre 1969 et de la signature de la convention sociale puissent être surmontées très rapidement, mais il est indispensable de les combattre sans tarder.

Il faut cependant avoir conscience qu'on ne peut isoler le problème de l'E.G.F. de ceux posés dans les autres secteurs de l'économie. L'activité revendicative doit un peu partout affronter des tentatives patronales pour lier les salaires (la masse salariale) à des indices globaux (produit intérieur brut, production nationale, etc.) dans le but de prédéterminer les augmentations de salaires et de geler les rapports de forces. Il est donc nécessaire de lutter consciemment dans toute l'industrie contre cette politique contractuelle qui cherche à rendre l'intervention syndicale de plus en plus inopérante, tout en cachant l'arbitraire patronal derrière des considérations pseudo-scientifiques. En même temps, la politique de division des travailleurs qui se traduit par la diversité et la hiérarchisation des salaires doit être affrontée lucidement. Il ne s'agit pas seulement de demander la mensualisation des salaires pour les horaires, mais de lutter pied à pied contre la manipulation des qualifications, contre l'arbitraire des primes, etc.

Sans doute le mouvement syndical n'est-il pas prêt dans sa totalité à concevoir la perspective stratégique dans cette optique. Le corporatisme, l'apolitisme y font sentir leur influence. Beaucoup de militants ne sont pas encore persuadés que la bataille pour le con-

trôle ouvrier — dans les circonstances actuelles une bataille pour mettre en échec les plans à moyen terme du patronat et du gouvernement visant à discipliner la classe ouvrière — est une bataille à mener vigoureusement. Mais il existe déjà suffisamment de travailleurs conscients de l'enjeu pour que le combat de classe l'emporte peu à peu sur la diplomatie. La C.F.D.T. est dans l'incertitude entre la collaboration de classes et ses aspirations de mai 68, la C.G.T. a la nostalgie de la période où son hégémonie organisationnelle était incontestée, mais elles sont face à une réalité qui permet difficilement de s'en remettre aux vieilles méthodes. Le mécontentement des travailleurs est trop présent pour qu'il puisse être ignoré. □

SAMIZDAT

mot russe signifiant "édité par soi-même" et désignant l'ensemble des publications clandestines en URSS.

SAMIZDAT 1

plus de 600 pages de documents circulant sous le manteau en URSS.

SAMIZDAT 1

le premier dossier complet sur les luttes contre les néostaliniens, pour la démocratie et le socialisme en URSS.

SAMIZDAT 1

LA VOIX DE L'OPPOSITION COMMUNISTE EN URSS.

coll. "Combats" dirigée par Claude Durand un volume de 616 pages 25 F

SEUIL

Cérémonie publique

Michèle Descolonges

Depuis la parution de l'article de Roger Garaudy dans le cadre de la tribune de discussion préparatoire au 19^e congrès du P.C.F., bien des articles publiés dans « l'Humanité » se réfèrent à lui pour le contredire ou, plus rarement, l'approuver. Ce n'est pas que les positions de Garaudy aient de l'importance en valeur absolue, mais par ses propositions de deux initiatives théoriques et une initiative politique, il remet en question l'analyse des classes sociales, le modèle de socialisme et la nature du parti communiste. Dans la mesure où, comme le déclarait Roland Leroy, le P.C.F. prépare le 19^e congrès « en poursuivant sa lutte idéologique et politique sur les deux fronts, contre l'opportunisme de droite

L. Salini et l'unité

Dans « l'Humanité » du 16 janvier, Laurent Salini a fait un premier commentaire sur la lettre de notre parti, répondant aux propositions communistes de réunion commune des organisations de gauche. Le ton est conciliant, l'argumentation politique. Il faut s'en féliciter et souhaiter qu'à l'avenir il en sera ainsi. Quant au contenu, disons que Laurent Salini repousse les critiques ou les observations de notre parti. Pour lui l'appel au parti radical est justifié, parce qu'il s'agit dans toute politique unitaire de s'adresser, au-delà des forces ouvrières, aux classes moyennes et à leurs représentants. L'objection nous paraît faible. Le parti radical recrute, certes, ses électeurs dans les classes moyennes urbaines et rurales, mais cela n'empêche en rien sa direction d'avoir partie liée au grand capital et de défendre une orientation de modernisation du capitalisme. Avec le même type d'arguments, on pourrait, à la limite, s'intéresser à l'U.D.R. qui compte aussi une forte clientèle dans les classes moyennes — ce que Laurent Salini ne veut certainement pas.

L'éditorialiste de « l'Humanité » défend également la recherche de l'alliance prioritaire avec le parti socialiste en soulignant l'importance de ce parti dans ce qu'on appelle la gauche. Nous n'entendons naturellement pas nier cette importance sur le plan électoral, mais ce que nous contestons c'est que le parti socialiste puisse prétendre exprimer directement un courant non marginal ou en plein développement de la classe ouvrière. C'est là un problème qu'il faut voir en face.

Le parti communiste a fait un pas vers les discussions multilatérales. Il serait dommage qu'il considère ce pas maintenant comme un simple pas de clerc. □

et de gauche », Garaudy oblige les courants qui traversent le P.C.F. à exprimer leurs positions avec force, voire avec véhémence.

Les actes de foi communiste sont nombreux et les références tiennent souvent lieu d'explication. Cependant si certaines tribunes manquent de rigueur, le fait marquant est que l'on discute le contenu même des mots « internationalisme prolétarien », « centralisme démocratique », « classe ouvrière », mots qui sont l'apanage, exclusif et pur, du P.C.F.

Par contre, l'analyse du capitalisme, « le monopolisme », n'est pas remise en question, peut-être parce qu'elle est nouvelle et ne s'est pas suffisamment heurtée à la réalité pour que les militants la réfutent. Aussi une grande partie du débat tourne-t-elle autour de la classe ouvrière et des couches aliées.

On ne lâche rien sur la conception pure et dure du prolétariat, mais à l'exception des monopolistes « égoïstes » toutes les couches sociales sont susceptibles de devenir des alliées. C'est l'importance numérique de chacune de ces couches qui détermine sa capacité d'allié. Plusieurs articles énumèrent ainsi les intellectuels, les petits commerçants, la paysannerie, non pas en fonction de leur degré d'exploitation, mais dans leur rapport avec les monopoles, et en fonction de leur « rôle social » : « Les petits et moyens paysans ont une importance non négligeable car ils produisent la nourriture de la nation. » Il n'est plus étonnant de trouver dans l'une des tribunes libres : « Ne devrait-on pas considérer plutôt que la composition de la classe ouvrière est en évolution constante, sous la pression conjuguée de l'évolution des techniques et de l'exploitation accrue du capitalisme monopoliste des travailleurs ? ».

On en revient ainsi à la conception prémarxiste des deux petits contre les gros.

L'amour brûlant du parti

Il y a, en effet, des tribunes libres critiques et rigoureuses, et l'on souhaiterait qu'elles soient toutes de cette veine, mais la majorité relève davantage de l'acte de foi.

La discussion du centralisme démocratique est révélatrice : chacun s'en réclame, mais propose d'en changer le contenu.

Le meilleur exemple du travestissement des mots est la tribune libre de Roger Garaudy. Après un tiers d'article consacré à une explication juridique, d'où il ressort que Roger Garaudy dit des choses tellement importantes pour la construction du socialisme qu'il fallait qu'il les publie, les deux tiers restants remettent totalement en question les fondements de la ligne politique actuelle du P.C.F.

Sous prétexte « d'analyse scientifique des changements introduits dans les rapports de classes, pour la grande mutation des forces productives », il fait de l'intérêt objectif qu'ont

certaines couches pour le socialisme un « bloc historique nouveau ». Ainsi à côté du prolétariat une nouvelle force existe qui a un rôle à jouer en tant que telle ; les intellectuels et cadres faisant partie de ce bloc, on voit rapidement que le rôle dirigeant ne saurait rester, à long terme, au prolétariat.

Roger Garaudy souhaite que le P.C.F. « fasse toute la clarté sur le modèle de socialisme qu'il veut instaurer en France ». Chacun ne peut qu'être d'accord tant qu'on en reste à la déclaration d'intention. Mais en ce qui concerne la Tchécoslovaquie, en ce qui concerne l'Union soviétique, en ce qui concerne la Yougoslavie, Roger Garaudy en reste, là aussi, aux intentions et ne fait aucune analyse des rapports de classes, ni des modèles de socialisme.

Enfin, au nom du centralisme démocratique, Roger Garaudy justifie ses interviews données à la presse sans contrôle politique du P.C.F.

Certes, il y a des problèmes de démocratie au sein du P.C.F., et plus d'une tribune libre en fait état.

Au nom de l'internationalisme prolétarien

Mais on ne parlerait pas de Roger Garaudy s'il n'appuyait pas sur des problèmes réels du parti communiste français.

Là où se cristallisent les divergences, c'est sur l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie. Par une méthode propre au P.C.F. le même jour (le 9 janvier) sont parues deux lettres qui désapprouvent la position prise en août 1968, et le 12 janvier une nouvelle lettre explique la position officielle.

Ce n'est un secret pour personne : il y a au sein du P.C.F. des militants qui étaient d'accord avec l'intervention soviétique et d'autres qui ont trouvé la condamnation du P.C.F. beaucoup trop faible. Les tenants des deux positions se réclament évidemment de l'internationalisme prolétarien, et considèrent chacun « que cette intervention apporte un renfort inespéré à la stratégie antisocialiste de l'impérialisme ».

« L'Humanité » a-t-il reçu des lettres souhaitant que le P.C.F. remette en question son analyse du « Printemps de Prague » ? Il n'en est pas question. La seule protestation porte sur la conférence des partis communistes de Moscou, mais à aucun moment le parti communiste tchécoslovaque, son évolution ne sont mis en discussion, parce que cela entraînerait nécessairement une discussion sévère sur les partis communistes. Mais ce serait rompre l'unité du mouvement communiste. La tribune libre du 12 janvier explique : « La conférence de Moscou ne pouvait pas faire l'analyse collective des événements en Tchécoslovaquie (...) parce que les partis communistes ont des opinions différentes sur ces événements. »

C'est justement ce qui nous gêne dans ces tribunes libres : le mot d'ordre est l'unité du parti et quelle que soit la teneur des divergences, elles ne doivent en rien gêner le travail quotidien. Elles semblent davantage être l'argument, jeté à la face du public, prouvant que la discussion existe au sein du P.C.F. Mais qu'est-ce qu'une discussion, qu'est-ce qu'un débat qui se refusent à considérer en face, à remettre en question la ligne d'un parti autrement que par des biais ? N'est-ce pas le signe que la critique n'est pas permanente ?

Pourquoi publier des positions tout à fait contraires à toutes les déclarations officielles du P.C.F., qui, cela ne fait pas de doute, ne seront pas reprises par le XIX^e congrès, si ce n'est pour donner une apparence de démocratie aux débats ?

MICHEL ROGARD



LE PSU

ET L'AVENIR SOCIALISTE DE LA FRANCE

Histoire et programme

Collection "Politique" dirigée par J. Julliard, n° 31, 4,50 F

SEUIL

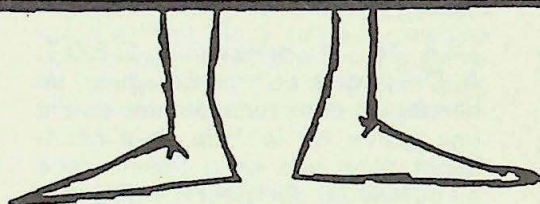


La défense du franc

*est l'affaire de tous les français
et la spéculation la bonne affaire de
quelques uns -*

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

- BAROU -



1969, année du profit

Rémy Grillault

En ce début d'année, le capitalisme français fait ses comptes. Il a tout lieu d'être satisfait : 1969 aura été pour lui une fameuse année. Les travailleurs, à qui l'on prêche depuis les « événements » résignation et repentir, ne seront sans doute pas indifférents à quelques chiffres qui viennent montrer à point comment le capitalisme sait faire de l'argent avec tout, même avec une grève générale.

En ce qui concerne ce que le gaullisme a baptisé « le partage des fruits de l'expansion » les premières estimations pour 1969 sont les suivantes :

croissance du taux des salaires : 11 % ;

croissance des bénéfices des sociétés capitalistes : 26 %.

Ceci appelle quelques commentaires :

● Les accords de Grenelle — qui sont pour une part importante à l'origine des hausses de salaires observées en 1969 — n'ont en rien affaibli la machine économique ca-

pitaliste. Au contraire, après une période de léthargie économique en 1966-67, les industriels ont en 1968 et 1969 largement bénéficié non seulement des aides généreusement distribuées par le gouvernement après la « crise » mais aussi de la puissante relance de l'activité économique provoquée par le développement des dépenses des salariés. En définitive, en permettant au capitalisme de réaliser des investissements supplémentaires et de recueillir les fruits d'une productivité accrue du travail, les accords de Grenelle ont directement renforcé le cycle d'accumulation du capital.

● Les fortes hausses de prix constatées en 1968 et 1969, et qui ont contraint à dévaluer le franc pour rétablir la compétitivité avec les prix étrangers, sont beaucoup moins imputables aux hausses de salaires qu'à l'attitude des industriels qui, décidés à défendre puis à augmenter leur taux de profit, ont choisi de pratiquer une politi-

que délibérée de hausse des prix.

En définitive, les travailleurs ont perdu l'essentiel des avantages apparents accordés à Grenelle. En 1969, où les prix à la consommation ont augmenté de 7 %, l'amélioration réelle du niveau de vie n'aura été que de 4 % en termes de pouvoir d'achat (pour 11 % d'accroissement du taux des salaires). La politique patronale d'inflation a joué comme le moyen de redistribution des revenus réels au dépens des salariés et des consommateurs et au profit des entreprises.

● La situation consécutive à la dévaluation ne permet sans doute pas aux industriels de prolonger indéfiniment cette politique. Certes, les capitalistes n'ont guère l'intention de payer leur tribut à la politique d'austérité. Comme il n'est guère souhaitable de griller l'avantage que donne la dévaluation dans la concurrence internationale, le pouvoir, qui tente d'obtenir des entreprises industrielles une certaine discipline dans les hausses de prix,

SKI EN TCHÉCOSLOVAQUIE

MARDI-GRAS

4-11 Février

LES MONTS DES GEANTS
(1.100 - 1.600 m)

2 télésièges - 6 téléskis
1 patinoire

COURS DE SKI GRATUITS
(4 h. par jour)

en AVION : 1 h. 30 de vol

PRIX PARIS-PARIS

Hôtel Windsor F **595**

Hôtel Savoy F **650**

REDUCTIONS

40 % enfants de 2 à 4 ans
25 % enfants de 4 à 10 ans

Prix comprenant : voyage avion PARIS/PARIS - Logement en chambres à 2 lits - Pension complète - Transferts en autocar de Prague à la station - Séjour d'une journée à PRAGUE avec visite de la ville.

Prochains départs : Janvier, Février, Mars, Mardi Gras - Pâques

VOYAGES OPÉRA-LAFAYETTE

26, rue Lafayette - PARIS (9^e)

Tél. : PRO. 17-69 - Lic. 487 A

saura leur faciliter les choses. Le patronat pour sa part a déjà son idée sur le remède-miracle qui permet de « tenir les prix » sans rogner les profits : il faut réduire les « charges » des entreprises. Le refrain creux, classique du C.N.P.F. trouve aujourd'hui l'écho le plus favorable auprès du gouvernement, il signifie très concrètement :

1) Abaisser de façon « sélective » les tarifs et les impôts payés par les entreprises (c'est-à-dire nécessairement les augmenter pour les consommateurs individuels) ;

2) Réduire le salaire indirect (cotisations de Sécurité sociale) ;

3) Limiter l'augmentation des salaires à un rythme systématiquement inférieur aux gains de productivité (c'est-à-dire maintenir ou aggraver le taux d'exploitation des salariés).

Pour peu que les travailleurs acceptent de payer cette note, le capitalisme français et son gouvernement se font forts en 1970 de « gagner » la dévaluation. □

luttones ouvrières

Roubaix

Les méthodes du patronat

Robert Desplechin

Les Nouvelles Galeries représentent actuellement la plus forte chaîne de grands magasins français. Avec 500 milliards de capital et 200 milliards de chiffre d'affaires, elles contrôlent également le B.H.V. et une pléiade de magasins de moindre importance ou affiliés (distinction subtile, on ne dit pas filiales) et vient d'injecter des capitaux frais aux Trois Suisses, concurrent de La Redoute, qui subissent les frais d'une campagne publicitaire malheureuse.

Pour les 50.000 employés, il n'existe pas de convention collective.

Une action syndicale C.F.D.T. a débuté en octobre à Paris par une grève de la faim de l'équipe nationale et du permanent fédéral J.-C. Lennert. Une autre est actuellement en cours à Nice depuis huit jours (Saint-Laurent-du-Var).

Lille vient d'engager le combat.

Installées au cœur de la ville, les Nouvelles Galeries ont également un dépôt dans la banlieue. La majorité du personnel est féminin et de ce fait, surtout si l'on tient compte du contexte régional, l'implantation syndicale fut difficile. La structure policière installée par la direction — c'est presque au sens propre qu'il faut l'entendre, les inspecteurs étant pour la plupart d'anciens policiers ou militaires — n'a pas arrangé les choses.

L'ambiance qui y règne a de quoi faire rêver un préfet de police :

- Les inspecteurs font pression sur les délégués ou même les sympathisants par des menaces de licenciement ou même de voies de fait.

- Les serveuses du restaurant, qui ne peuvent recevoir de pourboires, se sont vu intimé l'ordre de coudre leurs poches.

- Le matin revue militaire pour vérifier si la tenue est correcte ; pas un bas ne doit tourner.

- Certains chefs de service se mettent le matin à plat-ventre pour

vérifier qu'il ne reste pas de poussière sur le sol...

- La direction a poussé récemment les délégués du personnel à organiser un bal obligatoire pour améliorer le budget du comité d'entreprise.

Ces délégués « maison » jaunes et télécommandés ont d'ailleurs par leur attitude retardé l'implantation syndicale. En l'absence du directeur, une déléguée a par exemple convoqué une forte tête dans le bureau directorial pour la menacer de licenciement si sa conduite ne s'améliorait pas. Ou bien lors des réunions du comité la déléguée syndicale se voit donner l'ordre de sortir lorsqu'on arrive aux choses sérieuses.

Les conditions de travail sont épuisantes.

- Malgré le bruit, la chaleur et la tension nerveuse, aucune vendeuse n'a de strapontin contrairement à la loi.

- L'amorce de la négociation sur une convention qui n'est pas celle de la direction est soumise au préalable de l'amplitude (9 h. à 22 h.) et n'est pas applicable aux affiliés de moins de 150 personnes.

- En période d'inventaire le temps de travail est illimité sans heures supplémentaires.

La peur règne. Ainsi les vendeuses n'osent accepter les tracts que leur tendent les délégués syndicaux et ceux-ci sont immédiatement récupérés par les inspecteurs flics après le passage du militant.

Quelques camarades syndiqués C.F.D.T. sont partis à l'assaut de ce bastion où l'on coud les poches et les bouches.

Le 10 janvier ils ont procédé, l'après-midi, à une action d'information à l'intérieur du magasin. Ils furent suivis tout le temps chacun par deux inspecteurs qui ramassaient les tracts. Ils en remirent également à la clientèle qui dans une proportion non négligeable en réclamait spontanément.

Le 16, le permanent C.F.D.T. A. Desjardins et trois délégués, un homme et deux femmes, décidaient une grève de la faim et s'installaient dans une salle faisant face au bureau du directeur. Une remise de tracts était assurée par quelques autres militants.

Le 17 une autre remise avec l'aide spontanée de militants P.S.U. était assurée.

Le service d'ordre maison semble devenir nerveux. L'un d'eux veut arracher un paquet de tracts des mains d'un camarade, il est remis en place par un client.

Le combat ne fait que débiter, une action est décidée à l'échelon de la ville, les autres grands magasins Printemps, Monoprix, etc., seront également concernés. □

Nous ne sommes pas des parias

3 délégués des Nouvelles Galeries de Lille, 1 Secrétaire Permanent du Commerce ont entrepris la grève de la faim dans la salle de réunion Jean-Coube du magasin.

Pourquoi cette attitude ?

a) Être solidaire des 5 grévistes de la faim du magasin de St-Laurent-du-Var (en grève depuis 1 semaine).

b) Faire pression sur la direction générale pour qu'une véritable discussion s'ouvre avec les syndicats pour l'obtention d'une Convention Collective.

Les grévistes de la faim seraient-ils des farfelus ?

A chacun d'entre nous de juger.

La C.F.D.T. en demandant que les 50.000 salariés des Nouvelles Galeries soient couverts par une Convention Collective, c'est vouloir :

- Discuter des augmentations de salaires en tenant compte de l'évolution du coût de la vie et de l'expansion des magasins.

- Donner aux salariés des coefficients et classifications véritables, ayant comme critère : responsabilité - conditions de travail ... mais surtout pas de cote d'amour !

- Un temps de repos hebdomadaire garanti d'au moins 48 heures successives.
- Un arrêt de travail en nocturne (la C.F.D.T. invite les salariés Nouvelles Galeries à mieux connaître l'exploitation du personnel Auchan).
- Interdire l'ouverture des grands magasins le dimanche (des patrons du grand commerce l'envisagent sérieusement).
- Un véritable exercice des droits syndicaux :

- par le contrôle : des salaires, embauches, licenciements et des promotions (quels sont les critères retenus ?) ;

- par la libre circulation : des délégués afin de toucher les salariés dans les différents services pour connaître leurs problèmes ;

- par l'information orale des employés en leur donnant la possibilité de se réunir pendant le temps de travail avec les délégués - 1 heure par mois.

Travailleurs du Commerce :

- Quand on ne peut choisir son emploi.
- Quand on ne peut discuter son salaire.
- Quand certains chefs n'ont comme seule fonction : la surveillance et la répression.

- Quand les directeurs ont 5 ou 10 fois le salaire d'une vendeuse.

C'est la lutte de classes imposée par le patronat, les possesseurs de l'argent pour réaliser un profit toujours plus important.

- Des logements H.L.M. de plus en plus chers, des logements de luxe vides (voir annonces dans la presse), des bidonvilles, des garnis, des courées...

- Des travailleurs immigrés pour exécuter les travaux que ne veulent plus faire les Français.

- Des mères obligées de retourner au travail pour les études des enfants.

- Un enseignement et une formation professionnelle au service du patronat.

- Des conflits armés, la violence (Vietnam, Biafra, Moyen-Orient, Amérique latine), où l'on retrouve, au-delà des combats, les intérêts d'argent et la volonté de puissance, dont seuls font les frais « les petits ».

C'est un autre visage de la lutte de classes.

La Confédération française démocratique du travail (C.F.D.T.),

- Appelle les employés des Nouvelles Galeries et d'autres professions à s'organiser collectivement par l'adhésion syndicale.

- Invite les travailleurs et clients à se tenir informés de l'évolution du conflit actuel.

La « nouvelle société » est un Etat policier.

La société à bâtir, c'est un socialisme dans la liberté, où l'homme sera premier, respecté et responsable.

Le patronat se démasque

Michel Camouis

Schirmeck, une petite ville tranquille de la vallée de la Bruche, à 50 km de Strasbourg, tranquille surtout pour les patrons et le pouvoir. Même quand il y a quelques années les usines textiles fermèrent les unes après les autres, il n'y eut pas de gros remous. Une main-d'œuvre disponible, de bas salaires, des subventions : le terrain était favorable pour que les industriels viennent s'installer dans la vallée. Parmi les usines nouvelles, les Etablissements **Jeudy**, contrôlés depuis un an par le groupe Floquet-Monopole, 16 usines. L'usine de Schirmeck fabrique des soupapes pour l'industrie auto et emploie 520 personnes. Les usines du groupe se caractérisent par le fait que toute velléité de création de section syndicale y a été rapidement étouffée sauf à Schirmeck, seule section syndicale du groupe et il y a là une situation gênante pour M. de Montrémy, P.D.G. du groupe. D'autant plus que la section syndicale C.F.D.T., seule présente, n'est pas décidée à laisser les mains libres au patronat et dès février et mars 69, à la

direction on s'inquiète. Quand le 1^{er} octobre les barèmes de la métallurgie du Bas-Rhin sont relevés de 10 %, les salaires devaient donc être relevés de 5 % à **Jeudy**. Le patronat jette alors le masque en sabotant les tentatives de discussion, et, peu à peu, apparaissent clairement ses buts : liquider par tous les moyens la section syndicale et discréditer la grève comme arme de combat auprès des travailleurs. La direction refuse de tenir ses promesses et propose une augmentation de 5 % pour les travailleurs non payés au rendement et une prime de rendement pour les autres. Les travailleurs refusent par solidarité envers les vieux travailleurs qui n'arrivent pas à suivre la cadence qui leur permettrait d'obtenir une prime de rendement. Et comme, pour eux, chose promise, chose due, ils demandent 5 % pour tous.

Le patronat en action

Le 25 novembre démarrait une grève de quatre semaines, sans précédent



Collombert

suite de deux grèves, dont l'une de quatre jours, les travailleurs, par leur lutte, obtenaient une augmentation de 5 % et surtout la promesse que les pourcentages d'augmentation de salaires intervenant sur le barème de salaires de la métallurgie du Bas-Rhin se répercuteront intégralement sur les salaires réels. C'était incontestablement une victoire pour les travailleurs de **Jeudy** et ils en tirèrent la conclusion que, face au patronat, seule la lutte paie et paiera. A

dans la métallurgie du Bas-Rhin, et qui par son caractère exemplaire marquera un tournant dans les luttes sociales en Alsace. La direction n'attend pas pour commencer ses manœuvres de division des travailleurs et elle refuse tout dialogue réel en demandant comme préalable « d'oublier » la promesse de mars 1969. Face à cette provocation délibérée, les travailleurs, après une semaine de grève, répondront par l'occupation des locaux. Les alliés naturels



D.R.

du patronat alsacien, à savoir les autorités locales, proposeront leurs bons offices. M. **Bord**, député U.D.R., sous-ministre des flics, commettra une erreur fatale aux yeux des grévistes, en leur déclarant au téléphone que l'évacuation de l'usine n'était pas un préalable à la reprise du dialogue. Or, quelques heures après, le préfet affirme le contraire, et dans le but de poursuivre le dialogue avec les grévistes, envoie le lendemain des interlocuteurs valables, à savoir une compagnie de C.R.S. (Patron **Bord**) et des non-grévistes, barres de fer en mains. Parmi ceux-ci, un contremaitre aura un cri de haine malheureux et désormais célèbre : « Je veux voir du sang ».

Les grévistes évacuent les locaux mais pour eux la lutte continue. La situation est claire, les ennemis de classe se sont révélés : le patronat et ses hommes de main, la bourgeoisie locale et les gens qui la représentent. L'Union départementale C.F.D.T., elle-même se trouve quelque peu contestée par la base des grévistes. Il faut dire que si la C.F.D.T. semble gênée dans ses habitudes routinières, c'est qu'un certain nombre de ses responsables locaux sont très proches de l'ancien M.R.P.

Solidarité active

Les travailleurs en grève décident alors eux-mêmes de la forme nouvelle que doit prendre le combat qu'ils mènent contre l'arbitraire patronal, le pouvoir politique et contre la conception du syndicat préconisée par certains dirigeants C.F.D.T. alsaciens. C'est en popularisant la grève que les travailleurs de **Jeudy** veulent faire front à la tentative d'intimidation dont ils sont l'objet.

Dans une large mesure ils y réussissent. Le patronat alsacien avait sous-estimé la capacité des travailleurs alsaciens à répliquer à son arbitraire. Dans la vallée, les travailleurs distribuent des tracts pour informer objectivement la population qui en a bien besoin. En même temps les collectes s'organisent car l'argent commence à se faire rare dans les familles des travailleurs. Le samedi 13 décembre, à Strasbourg, une manifestation réunit plusieurs centaines de personnes : travailleurs de **Jeudy**, travailleurs strasbourgeois, étudiants. Depuis mai on n'avait pas vu cela ! Pendant une heure le cortège traversa les principales artères de la ville. Ce n'est donc pas en vain que les travailleurs de Schirmeck avaient fait appel à la solidarité de la classe ouvrière alsacienne. Cette solidarité allait se concrétiser par des collectes, par des distributions massives de tracts expliquant la grève à la population. Le comité de soutien travaillant en liaison avec les grévistes réunit également un meeting d'information suivi par 300 personnes appartenant à diverses organisations syndicales et politiques. La C.G.T. absente dans l'entreprise, n'apporta qu'un soutien tardif et gêné aux ouvriers en grève. Le résultat ne s'est pas fait attendre : quand la classe ouvrière se

dresse face au pouvoir, celui-ci doit d'abord se démasquer, puis reculer. Les grévistes obtiennent un entretien avec la direction générale à Paris, le mercredi 17 décembre et satisfaction leur est donnée sur les points essentiels : 5 % d'augmentation pour tous, prime de Noël intégrale, promesse de discussion sur l'information dans l'entreprise.

Une lutte exemplaire

Quand le travail reprend, le lundi 22 décembre, les résultats peuvent paraître quantitativement bien médiocres après quatre semaines de grève. Mais cette grève dure laissera des traces parmi les ouvriers de **Jeudy**. Ils n'ont pas eu besoin de longues explications politiques pour tirer le bilan d'une situation qu'ils ont vécue concrètement. La nature répressive du pouvoir, pour eux, ce n'est pas une formule, c'est un fait. La nécessité du renversement du système capitaliste, pour eux, ce n'est pas de l'utopie, c'est une évidence. Et les moyens pour mettre à bas le pouvoir patronal, ils les ont trouvés eux-mêmes : opposer un front résolu à la direction, ne pas se contenter d'augmentations de salaires sans signification, mais exiger d'être mieux informés sur la marche de l'entreprise afin de pouvoir véritablement contrôler l'usine, qui n'est pas l'usine des patrons mais l'usine des travailleurs.

En réussissant à faire reculer leur patron, les grévistes ont également fait reculer tout le patronat alsacien et les autorités locales qui voulaient à cette occasion faire un exemple. Depuis deux mois on assistait en effet à un réveil des travailleurs alsaciens : 12 jours de grève à la Cellulose, 5 jours de grève à Clark, grève de Rhône-Poulenc, grève de la Mécanique générale à Thann. Les exemples étaient nombreux en cette fin de 1969. Les travailleurs se rendaient compte que les grèves étaient un moyen efficace de lutte et il fallait pour le patronat marquer un coup d'arrêt aux luttes ouvrières en Alsace en faisant échouer une grève. Tous les moyens furent bons : menaces individuelles contre les militants syndicalistes, manœuvres de division des travailleurs, intervention policière, communiqués mensongers de la presse, chantage agressif de la direction disant que si le climat social ne s'améliorait pas on stopperait l'expansion prévue à Schirmeck et même on pourrait fermer l'usine. Le calcul fut très mauvais et le résultat est désastreux pour la bourgeoisie locale : la conscience ouvrière alsacienne s'est réveillée et il y a eu, dans la lutte, une unité effective des travailleurs et des étudiants.

Le P.S.U. dans cette grève a été présent dans toutes les luttes et les militants et sympathisants ont été nombreux à participer à la campagne de popularisation de la grève.

D'autres luttes se préparent pour 1970, mais les choses ont changé ici parmi les travailleurs exploités. Rien ne sera jamais plus comme avant, comme avant décembre 1969. □

LA VIOLENCE "LÉGALE" SÉVIT DANS LES LYCÉES ET LES UNIVERSITÉS

Au lycée Buffon

Au premier trimestre, le lycée a connu une agitation croissante. Des menaces d'exclusion, à propos de distributions de tracts, ont mobilisé un nombre important de lycéens contre l'administration. La position du ministère sur l'examen de français, en fin de première, avait suscité aussi de fortes protestations. Cette situation tendue, à la limite de l'affrontement avec l'administration ou la police (venue en force aux abords du lycée), avait provoqué la fermeture du lycée pour plusieurs jours. On avait ensuite rouvert progressivement l'établissement en faisant signer par les parents une lettre disant que l'élève s'engageait à ne pas perturber la vie du lycée... Un effort de dialogue entre élèves et professeurs avait été tenté à l'occasion de cette réouverture : il eut peu d'écho parmi les enseignants et fut seulement toléré par l'administration.

Certains professeurs avaient pris alors position pour l'élimination de divers élèves. Une enseignante, responsable du syndicat autonome, animatrice de l'U.J.P. locale, était la plus acharnée : elle reçut un jour sur le trottoir une insulte (« salope ») et une poignée de farine. Elle décida de traîner devant les tribunaux deux des « coupables », ainsi que leur famille bien entendu, pour demander réparation. En conciliation, ce professeur accepta de retirer sa plainte si l'élève était retiré du lycée dans un cas, si elle recevait 50.000 AF dans l'autre cas... Ces faits s'étaient produits pendant les vacances. Devant ce chantage, les lycéens réagirent : il y eut une manifestation, des tracts, sans trouble important. Néanmoins, à propos de l'usage du mégaphone et du refus d'obéissance à des ordres administratifs, certains élèves sont traduits en Conseil de discipline.

La menace de remettre les élèves à leur famille — après conclusion des procédures judiciaires — avait été brandie : elle s'appuyait sur le texte du décret « répressif » paru en novembre. Certains professeurs réussirent à convaincre l'administration de ne pas mettre ainsi le feu aux poudres ! Mais l'ensemble de la manœuvre commençait bien ainsi à se dévoiler.

Cette situation a conduit un certain nombre d'enseignants (dont des militants P.S.U.) à signer le texte suivant :

« Sans prendre parti sur les formes d'action décidées par certains lycéens, les membres du personnel du lycée Buffon soussignés tiennent à exprimer leur inquiétude devant la dégradation du climat de travail et de compréhension dans l'établissement (...).

Ils demandent à tous ceux qui travaillent au lycée (élèves, administration, enseignants et autres membres du personnel) de respecter la liberté d'opinion et d'expression, de garantir les acquis de Mai, pour ne pas faire le jeu d'une politique réactionnaire ; ils seront solidaires de tous les efforts que déploiera l'administration dans cette voie.

Ils demandent aux lycéens et aux enseignants :

- de faire front ensemble contre toute politique de répression ;
- de ne céder à aucune provocation ;

- d'éviter et de réprouver tout acte de violence contre toute personne, quelles que soient ses opinions ;

- de s'opposer à tous les auteurs de dégradations absurdes ;
- de respecter les formes normales du dialogue, qu'il s'agisse de conflits particuliers ou de problèmes généraux.

Ainsi pourront être enfin recréées les conditions de travail et de l'entente au lycée Buffon ».

Le samedi 17 janvier, un commando d'extrême droite attaqua des distributeurs de tracts aux portes du lycée. La police arrivait une demi-heure après l'affrontement.

Elle fut plus prompte le lundi 19 pour disperser un « piquet de grève » installé aux portes du lycée pour demander que les élèves puissent assister au Conseil de discipline prévu dans la journée. Plusieurs élèves furent matraqués, deux blessés, un arrêté et bientôt relâché. Cette intervention brutale devait tendre l'atmosphère. De nombreux enseignants se refusèrent à faire leurs cours tant que la police n'aurait pas évacué les abords du lycée. Une assemblée d'élèves se réunit : il y eut alors une bousculade ; des « spontanés » excités réussirent à entraîner une masse d'élèves vers les bureaux de l'administration. Ceux-ci furent envahis ; il y eut des dégâts ; la police — casquée, matraque en main —, appelée en renfort par l'administration, envahit alors le lycée : il y eut des barricades, et des heurts graves furent évités de justesse grâce à l'intervention de

M. Pompidou nous avait dit à la mi-décembre : Il faut rétablir l'ordre dans les lycées et les facultés. La « remise au travail » a commencé : dans les facultés, c'est l'aggravation de la sélection, d'où les mouvements de Nanterre, de Dauphine et d'ailleurs, dans la foulée des actions qui se sont développées en médecine au trimestre dernier ; dans les lycées, c'est l'élimination des « gauchistes » par tous les moyens. Il est significatif que l'on frappe moins les auteurs de violences ou de déprédations que les militants qui s'efforcent d'organiser le mouvement lycéen et de lui donner une base durable.

Devant cette situation, les enseignants, les parents sont divisés. Pour les uns, il faut frapper dur et fort : en éliminant les mauvais esprits, on retrouvera le calme. Pour les autres, cette répression se condamne à l'échec : c'est la nature même du « travail » dans les lycées qui produit la contestation et la révolte. Malgré les belles paroles, rien n'a changé : le système d'orientation, le type de discipline, la nature des programmes, le maintien des hiérarchies, la fermeture des établissements continuent à étouffer les lycéens et leurs enseignants dans leur carcan. Les questions pédagogiques débouchent aussitôt sur des questions politiques. Le débat politique rend impossible une certaine pédagogie. Remettre au travail, c'est soit faire à nouveau éclater l'enseignement, soit obliger les uns et les autres à rentrer dans le moule : c'est réprimer.

Beaucoup, il faut le dire, souhaiteraient qu'il en fût autrement, que l'on pût tout à la fois changer la société et retrouver le calme dans l'Université. Mais, hélas ! la réalité vient chaque jour démentir cette espérance. Le clivage se maintient entre les conservateurs, partisans du retour au calme, et les progressistes qui savent bien qu'il faut faire des choix — et des choix politiques — à l'intérieur de l'Université. La compréhension des nouvelles formes de la lutte des classes commence à entrer dans les consciences : elle y produira un engagement révolutionnaire plus profond, en même temps qu'une réaction plus forte ; cette prise de conscience se développera dans le calme, si le pouvoir en accepte le risque ; elle se développera dans le désordre et la dureté des combats si le pouvoir — par peur ou par calcul — entreprend de réprimer ceux qu'il ne peut plus intégrer.

Dans cette situation notre position est claire : nous nous refusons de donner une valeur révolutionnaire à n'importe quel geste de révolte ou de violence ; nous nous refusons à accepter des mesures « disciplinaires » qui se couvrent du masque des besoins pédagogiques pour mieux frapper les lycéens ou les enseignants qui se refusent à l'ordre bourgeois. Les enseignants ont aujourd'hui une lourde responsabilité : c'est de leur prise de position — liée à leur conscience pédagogique tout autant que politique — que dépend l'avenir du mouvement lycéen et la transformation révolutionnaire de l'Université. Ou bien ils se tairont, et les lycéens seront réduits à la révolte et à la provocation ; ou bien, ils parleront et les lycéens sauront — avec les parents, avec les travailleurs — qu'un autre enseignement est possible, qu'une autre Université est possible, si le pouvoir le veut, c'est-à-dire s'il est fondé sur d'autres forces que celles qui cherchent à imposer aujourd'hui par la violence (prétendument légale) leur idéologie, leurs valeurs et leurs intérêts.

quelques professeurs qui réussirent à obtenir le départ de la police et un certain apaisement des élèves. Il y eut par la suite quelques incidents extérieurs : la police s'acharne sur plusieurs lycéens emmenés dans les cars propices au « passage à tabac » ; on détruisit aussi des vélos, des mobylettes, tandis qu'à l'intérieur certains élèves brisaient du matériel.

Il n'y eut pratiquement aucun cours lundi après-midi. Les lycéens P.S.U. de Buffon décidèrent alors de prendre position et rédigèrent un tract qui fut distribué le lendemain, et qui dit notamment :

« Tous les lycéens de Buffon doivent s'unir contre la répression : il faut empêcher l'intervention de la police et dénoncer tout appel aux C.R.S. Ils ne sauraient faire le jeu de ceux qui n'ont d'autres positions

politiques que de créer l'agitation, de briser le mobilier et de créer les conditions d'un appel aux forces répressives.

Les lycéens progressistes doivent développer la conscience politique des lycéens et prendre position collectivement contre la politique du pouvoir à l'égard de l'université comme de la classe ouvrière.

C'est au-delà du lycée qu'il faut créer les rapports de forces capables d'abattre le pouvoir qui nous gouverne. C'est au lycée qu'il faut développer les actions capables de rencontrer l'adhésion du maximum de travailleurs contre toutes les formes de la pression capitaliste et de la répression patronale ou policière.

Camarades, ne nous trompons pas d'adversaires ! Les actions spontanées ne débouchent sur rien ; il faut s'organiser pour la lutte politique contre la classe bourgeoise et le régime qui exerce son pouvoir ».

P.S.U. BUFFON.

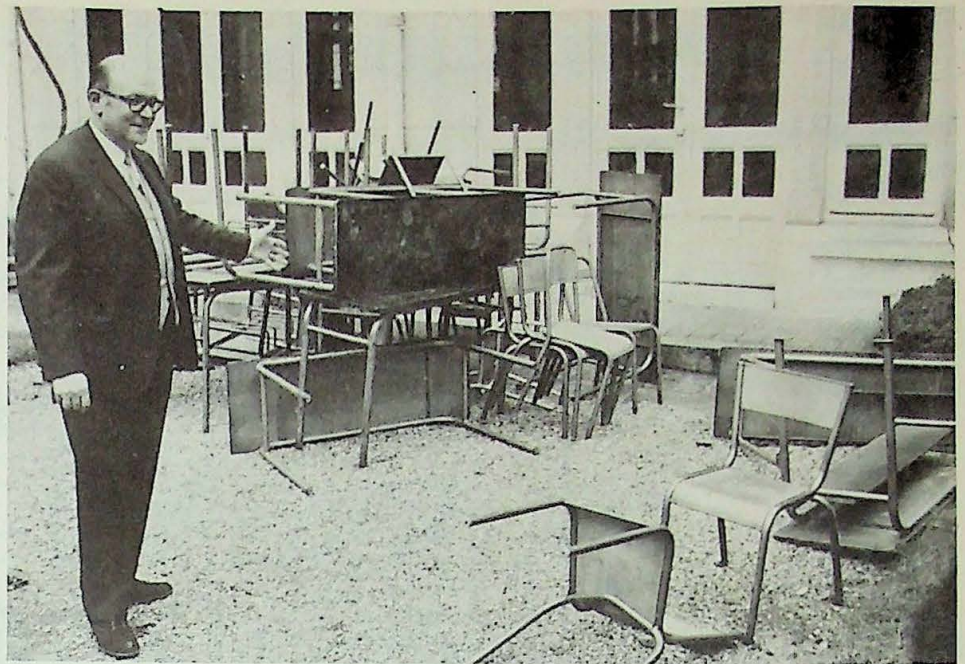
Au lycée Michelet

Le 15 décembre, la journée d'action sur l'examen de français en fin de première (décidée notamment par « Barricades » et les lycéens du P.S.U.) a connu un vaste succès : de nombreux enseignants (S.N.E.S.), des parents d'élèves (Cornec) se joignirent aux lycéens pour manifester en commun. Cette situation parut intolérable à l'administration. A la rentrée de janvier, deux élèves furent traduits devant le conseil de discipline pour des questions mineures (usage du mégaphone, désobéissance) : ils furent exclus du lycée. Parmi eux se trouvait un animateur national de « Barricades ». Devant cette décision évidemment répressive, se produisit une nouvelle manifestation, plus dure, avec le soutien du S.N.E.S. (et l'accord du député communiste Ducoloné) et de l'association Cornec. Il y eut des heurts, la police fut appelée, six professeurs furent convoqués devant l'inspecteur d'académie. Il fallut l'intervention du secrétaire général adjoint du S.N.E.S., M. Alaphilippe, pour permettre le retour à l'ordre : un professeur acceptait d'être muté, les autres n'avaient droit qu'à une admonestation. Les enseignants en vinrent ainsi à accepter l'exclusion de deux ly-

céens. On vit alors triompher les réactionnaires : comme à Louis-le-Grand, l'association « Armand » de parents d'élèves se montra la plus virulente dans le désir d'étendre la répression et de justifier l'attitude de l'administration locale.

Le rectorat avait décidé la fermeture du lycée. Rouvert progressivement entre le 17 et le 21 janvier, Michelet pouvait-il reprendre une vie normale ? En fait, au-delà des attitudes inadmissibles et incompréhensibles d'éléments spontanés qui font aujourd'hui le jeu du pouvoir face à l'opinion, un problème grave est posé : à quelles conditions a-t-on le droit à être lycéen ? S'agit-il d'un privilège octroyé — comme le pensait naguère Edgar Faure (circulaire de mars 69) — ou s'agit-il de la situation qui doit être faite à tous les jeunes, en vertu des besoins de l'individu et de la société ?

Qu'en pensent les députés U.D.R. qui ont demandé de rendre l'école obligatoire jusqu'à 18 ans ? Faudra-t-il prévoir des camps de rééducation pour les jeunes qui se refusent au silence devant l'usage que la bourgeoisie et le capitalisme entendent faire du système d'enseignement.



A.F.P.

Résolution de la Direction Politique Nationale

Bien que secondaire par rapport au combat de la classe ouvrière contre l'exploitation capitaliste, le front de lutte universitaire est important dans le cadre actuel de la lutte des classes. Pour la classe ouvrière, le mouvement étudiant en lutte est un allié précieux et nécessaire.

Le rôle de tous les étudiants du Parti est donc de militer prioritairement sur leur lieu d'études, de s'engager sans réserve dans les luttes étudiantes, de participer activement à la reconstruction de l'U.N.E.F. sur la base des Comités d'action. Tous les militants étudiants doivent donc rejoindre l'action des groupes et sections du Parti déjà constitués dans les facultés.



A.F.P.

A Vincennes

Le ministre de l'Education nationale Olivier Guichard a envoyé il y a une dizaine de jours une lettre très inquiétante au doyen du centre universitaire expérimental de Vincennes. D'abord il met en question l'existence d'un département, celui d'hébreu, à cause du petit nombre d'étudiants qui suivent ses enseignements. Il y aurait, paraît-il, double emploi avec l'Ecole des langues orientales. L'argument n'est pas très convaincant, puisque Vincennes ne cherche pas seulement à enseigner des langues mais à relier la linguistique avec d'autres disciplines, socio-économiques, par exemple. Mais passons. Il y a plus grave. Le ministre, en effet, met en question la valeur des diplômes délivrés par les départements de philosophie, de droit et science politique, et enfin d'économie. Il annonce qu'ils ne pourront plus délivrer que des licences libres, puisque leurs programmes ne comprennent pas toutes les matières enseignées dans les autres facultés. On voit le sens de l'attaque. Les départements en question, avec des accents et des préoccupations différents, ont centré leurs activités sur un certain nombre de thèmes qu'ils ont jugé plus formateurs et susceptibles d'ouvrir des perspectives à la recherche. Les étudiants en seront-ils pour autant des intellectuels de seconde zone. Certes pas, mais le ministre n'aime pas qu'on sorte des sentiers « académiques », qu'on se libère même partiellement de l'idéologie bourgeoise.

Le plan est clair. Il s'agit de mettre au pas Vincennes en portant les premiers coups aux départements hérétiques.

Avec Lucio Libertini

De passage à Paris, le camarade Lucio Libertini, membre de la direction du Parti socialiste italien d'unité prolétarienne (P.S.I.U.P.) et député de la région de Turin, a bien voulu répondre aux questions de « T.S. ». Nous pensons que ses analyses ne manqueront pas d'intéresser vivement nos lecteurs.

T.S. : Quel est le niveau atteint par les luttes ouvrières en Italie ?

R. : En 1969, les luttes ouvrières, qui ont culminé avec la bataille victorieuse pour le renouvellement des contrats de cinq millions de travailleurs, ont pris des dimensions sans précédents dans les vingt dernières années. Ceci non seulement du point de vue de l'ampleur et de l'intensité du mouvement qui ont été considérables : grèves suivies à 100 %, assemblées d'usines, cortèges de centaines de milliers d'ouvriers dans les grandes villes, paralysie prolongée de l'activité productive et de la vie urbaine (la FIAT, à elle seule, a perdu au moins 150.000 voitures). Mais la nature du mouvement est encore plus importante : autogestion des luttes grâce aux assemblées des travailleurs, grèves coordonnées, élections directes des délégués ouvriers d'ateliers, d'usines, de branches, constitution de conseils ouvriers par usines et par localités, politisation de l'affrontement.

On peut affirmer qu'en 1969 est né en Italie le mouvement en faveur du **contrôle ouvrier**. Celui-ci est encore limité et inégal mais dans son essor il dépasse la sphère syndicale et apparaît comme un fait politique d'importance décisive pour l'avenir. Il rejoint le combat pour l'autogestion qui se développe dans de nombreux secteurs de la société, à commencer par l'Ecole. Le problème principal de 1970 sera le suivant : le mouvement pour le contrôle ouvrier ne pouvant reculer, ou il se développera ou il marquera le pas. Dans les deux cas, les conséquences sont difficiles à prévoir mais ne peuvent être que graves.

T.S. : Quels sont les effets des attentats de décembre dernier ? Y aura-t-il un remaniement gouvernemental ?

R. : Les bombes de Milan, origine d'une série d'attentats moins graves, sont une provocation tragique organisée par la droite, peut-être avec la complicité du régime grec, pour tenter de briser le mouvement de lutte de la classe ouvrière et

de renverser le rapport de forces. Les camarades français doivent se rappeler que les luttes ont pris leur essor alors que la coalition de centre-gauche connaissait une crise sérieuse. A cette crise, une partie la plus rétrograde du bloc patronal, soutenue par certains services américains, veut donner la riposte de l'ordre moral, du bâton. Voilà donc la répression, les arrestations de milliers de militants, les condamnations sévères par les tribunaux, les bombes... Une autre aile, plus importante, du patronat (Fiat, Pirelli, Montedison) cherche au contraire à relancer après l'échec de la social-démocratie une ample manœuvre d'intégra-

pondre : cela est dû à l'absence d'une alternative de gauche, au fait qu'il n'est pas donné de débouché politique aux luttes sociales.

T.S. : Que penses-tu de l'évolution récente du P.C.I. ?

R. : La radiation du Manifesto n'est qu'un aspect des problèmes complexes du P.C.I. A la différence de ce qui se passe en France, chez les communistes italiens le stalinisme est désormais de façon générale un état d'esprit d'une partie de la base. Par contre, au sommet il existe une forte tendance réformiste qui recherche un accord politique avec la démocratie chrétienne. L'exclusion du Manifesto (qui a reçu l'accor-

T.S. : Quel peut être le rôle du P.S.I.U.P. dans la conjoncture politique et sociale actuelle ?

R. : Créé en 1964 à l'initiative d'un groupe de camarades et considéré par la plupart des observateurs comme à peine plus qu'un sursaut moralisateur, le P.S.I.U.P. a obtenu en quatre ans un grand succès. Non seulement il représente un parti avec un million et demi d'électeurs, 36 parlementaires, un fort courant syndical dans la C.G.I.L. (environ 20 % de celle-ci), un millier de conseillers communaux, mais, ce qui importe plus, notre scission du P.S.I. et notre lutte, se joignant au mouvement des luttes sociales,



tion de l'opposition ouvrière et de ses partis. Mais ce secteur, expression du capitalisme à maturité, utilise aussi à des fins le chantage de la droite, dans une politique qui est un dosage complexe de réformisme et d'autoritarisme. On doit reconnaître que si la contre-offensive patronale n'a réussi ni à freiner le mouvement des forces sociales ni à rouvrir la perspective anachronique du fascisme, elle a cependant remporté un succès en ralliant le parti socialiste à la tentative de reconstitution du centre-gauche. Le nouveau gouvernement de centre-gauche n'est pas encore constitué, et, s'il se fait, il sera fondé sur des bases faibles et de fortes contradictions. Le grand patronat n'y contribue que comme à une phase de transition dans sa grande opération d'intégration et de capture de la gauche. Si vous me demandez, alors que les forces sociales sont en mouvement, s'il est possible d'envisager un renforcement même provisoire du centrisme, je n'hésite pas à ré-

des stalinien et qui a été salué dans la « Pravda » comme un fait hautement positif) représente objectivement une victoire de cette tendance. Cependant, l'éviction du Manifesto ne ferme pas mais ouvre la question de l'orientation politique du P.C.I., surtout si les luttes ne refluent pas après les « contrats » mais au contraire s'intensifient. Je n'ai pas besoin de dire combien cette situation du P.C.I. et de la gauche est responsable du retard pris dans la définition d'un débouché politique au mouvement social. Et ceci alors même que le parti socialiste s'est séparé de son aile ouvertement social-démocrate et que, dans le monde catholique les dissensions sur la gauche prennent chaque jour des formes aussi spectaculaires (rupture de l'A.C.L.I. d'avec la démocratie chrétienne). Il existe de nombreuses conditions favorables, sociales et politiques, mais celles-ci ne sont pas suffisantes sans une idéologie politique révolutionnaire bien définie de la gauche.

ont joué un rôle décisif dans l'échec de l'unification social-démocrate et dans le combat contre le centre-gauche. Ces succès nous donnent beaucoup de responsabilités et nous posent plusieurs problèmes. Nous ne pouvons rester ce que nous sommes. Ou nous allons de l'avant ou nous subissons un reflux critique. Et pour aller de l'avant, nous sommes convaincus que nous devons affronter deux types de problèmes :

- Renforcer notre capacité d'initiative autonome à l'égard de la gauche, à l'égard du P.S.I. déchiré par de graves crises, à l'égard du P.C.I., en discutant ouvertement avec lui des problèmes de stratégie ;

- Mieux définir notre situation sur le plan international. Nous sommes convaincus que la gauche ne pourra aller de l'avant si elle s'oppose, comme le fait la social-démocratie, aux pays des révolutions socialistes. Mais elle ne pourra se développer si elle ne liquide pas toute théorie de l'Etat-guide et

Les ennemis du socialisme

Michèle Vannesse

si elle n'exerce pas une totale liberté de jugement sur les problèmes du socialisme (par exemple en condamnant de façon ouverte et argumentée l'intervention en Tchécoslovaquie et la prétendue normalisation). La ligne stratégique du contrôle ouvrier ne peut être purement nationale, c'est une conception internationale, générale. C'est ainsi que, je le crois, nous pouvons jouer un grand rôle dans le combat contre la nouvelle tentative du patronat et dans la restructuration unitaire de la gauche, plus que jamais urgente et nécessaire.

T.S. : Comment peut-on poser le problème de l'unité des mouvements ouvriers français et italien ?

R. : Le capital réalise son unité internationale. Le mouvement ouvrier ne peut s'enfermer dans les frontières nationales. L'internationalisme prolétarien est, avec la démocratie socialiste, le grand problème de notre temps. Dans ce cadre il est important de resserrer les liens entre la gauche italienne et la française. Nous avons en ce domaine un grand retard à rattraper. Nous soutenons le développement des rapports entre C.G.I.L. et C.G.T., non seulement sur le plan général mais aussi catégorie par catégorie et l'essor des échanges politiques à tous les niveaux. Une délégation du P.S.U. est venue à notre congrès et nous étions présents au sien. Une collaboration particulièrement fructueuse s'est établie entre nos organisations du Piémont — région qui représente une des plus fortes concentrations industrielles d'Europe — et les fédérations P.S.U. de Lyon, Grenoble, Nice. Nous serions heureux d'accueillir votre délégation à notre rencontre régionale du Piémont, les 24 et 25 janvier, consacrée aux luttes ouvrières. Nous avons invité des camarades à Turin pour un meeting-débat qui s'annonce fort intéressant. □

Il ne fait plus de doute que le parti communiste tchécoslovaque est arrivé à ses fins : les arrestations ont commencé, les anciens responsables des années 50 à 58 refont surface, et l'on parle maintenant de procès par contumace contre l'économiste Ota Sik, Eduard Goldstücker, qui fut président de l'Union des écrivains, Kamil Wieter et contre Eugen Loebel, passé déjà en jugement lors du procès Slansky, tous les quatre résidant maintenant à l'étranger.

Les « ennemis du socialisme » que les dirigeants tchécoslovaques disent avoir découverts sont des trotskystes de tendance pabliste. Leur erreur est d'avoir eu une organisation insuffisamment clandestine.

Le manque d'enthousiasme

Le parti communiste tchécoslovaque en revient aux méthodes stalinienne. Dans le même temps les procès et les arrestations continuent en Union soviétique, les « ennemis du socialisme » viennent d'apparaître également en Hongrie, selon les dirigeants hongrois.

Il y a beau temps que nous ne nous laissons plus prendre à cette méthode qui consiste à taper sur la droite et la gauche, et de préférence sur la gauche.

Il est sûr que Ota Sik et ses pairs proposaient une économie proche du capitalisme. Un économiste qui avait fait partie de son cabinet et que nous avons rencontré à Prague ne



Collombert

cachait pas sa sympathie pour la libre entreprise. Mais il est néanmoins évident que l'économie tchécoslovaque était, et est, à bout de souffle et qu'il devenait urgent d'y remédier. Tous les pays socialistes se posent le problème du développement économique.

Tous les pays socialistes se heurtent au manque d'enthousiasme des masses populaires pour le socialisme, parce que les masses populaires ont peu à peu acquis une mentalité petite-bourgeoise et individualiste, mais aussi parce que le socialisme tchécoslovaque, depuis août 68 et surtout depuis

août 69, n'a plus rien d'enthousiasmant. A peine les quelques premiers mois de l'année 68 ont-ils pu faire comprendre qu'un socialisme était possible, où les masses se prendraient en charge, et nous ne parlons pas du « socialisme à visage humain », qui malgré les mots risque de ne pas prendre d'autre forme qu'un capitalisme social.

Les responsables-caméléons

Nous avons déjà parlé des responsables du parti communiste tchécoslovaque. Ce sont les mêmes hommes qui sont

demeurés au comité central, mis à part quelques purges discrètes, et ces hommes étaient apparemment gagnés, ou plutôt portés par les masses, à la remise en question du stalinisme et du socialisme de Novotny.

Mais l'erreur était de considérer que la lutte de classes disparaît avec le socialisme.

Les nouveaux maîtres de la Tchécoslovaquie sont les dirigeants du P.C.T. Ils détiennent le pouvoir, au nom des masses, au nom du socialisme. Dans la logique des choses, tout ce qui menace leur pouvoir est ennemi du socialisme. □

Découverte et culture vous propose

LA CONSTRUCTION DE LA PALESTINE
(21-22 février).

LE MOUVEMENT COMMUNISTE : LA TCHECOSLOVAQUIE
(7-8 mars).

AUTOGESTION
(4-10 février et 11-17 février).

L'IMPERIALISME EN AMERIQUE LATINE ET LES LUTTES REVOLUTIONNAIRES
(22-28 mars).

F.N.L. VAINCRA
(29 mars-4 avril).

Départs de Paris le vendredi soir. Retours à Paris le lundi très tôt : 110 F.

Séjour seul, du samedi matin au dimanche soir : 40 F.

Chaque séjour : 196 F.

A SUP DEVOLUY : SKI dans la journée - DISCUSSIONS, DEBATS, PROJECTIONS le soir.

DECOUVERTE ET CULTURE : 94, rue Notre-Dame-des-Champs - PARIS 6^e.
Tél. : 325-00-09.



A.F.P.

La mère de Jan Palah.

Social-démocratie et socialisme en Suède

Michel Rocard

L'interview accordée par notre camarade Michel Rocard au journal *Lui* a suscité beaucoup de discussions et de controverses. Deux thèmes principaux sont revenus dans la correspondance que nous avons reçue depuis quelque temps. Le premier a trait au caractère et au type de l'organe de presse qui a interviewé notre camarade. Le second concerne naturellement la Suède et son parti dirigeant, la social-démocratie. Plusieurs lecteurs nous ont demandé de préciser nos points de vue et d'apporter des éléments de réflexion sur tous ces problèmes.

Sur le premier point, T.S. publiera, au cours des prochaines semaines, des articles qui essaieront de dévoiler les mécanismes par lesquels les publications du style *Lui*

Eh bien parlons-en ! C'est un fait constant que le mouvement socialiste révolutionnaire n'aime pas s'expliquer avec des exemples étrangers qui lui posent des problèmes difficiles. Et les peuples qui sont pour nous des références enthousiasmantes et indiscutées. Vietnam, Palestine, présentent cette caractéristique d'être en lutte ouverte, et de n'avoir, de ce fait, pas le temps de s'engluer dans les problèmes du temps de paix, c'est-à-dire les problèmes des périodes où le rapport de forces change lentement. L'U.R.S.S. et la Yougoslavie ont depuis longtemps cessé de plaire, Cuba ne tiendra plus longtemps les feux de la rampe puisqu'elle affaiblit son aide aux guérilleros du continent, et la Chine ne fascine que pour autant qu'on peut l'interpréter de loin. Quant à la Suède, la trahison révisionniste paraît commencer au seul fait de la mentionner autrement que dans une condamnation sommaire.

Or le mouvement socialiste ne peut espérer vaincre un jour que s'il sait tirer des enseignements rigoureux de toutes les expériences menées sur la planète. Pour ce qui nous concerne notamment, toutes les situations de pays développés doivent faire l'objet d'une attention aussi précise, sinon davantage, que celle que nous portons aux luttes qui se déroulent dans le tiers monde, pour cette simple raison que nous sommes, bon gré, mal gré, un pays développé.

Puisque Suède il y a, saisissons l'occasion d'aborder le problème dans son ensemble au lieu de limiter le débat à des questions annexes.

Il n'y a que des Français — Pompidou ou Servan-Schreiber — pour parler de socialisme à la suédoise.

ou les grands illustrés diffusent une conception de la vie tout à fait adaptée aux besoins de la bourgeoisie. Cela amènera évidemment à examiner les conditions politiques de son utilisation. Cette semaine nous portons à la connaissance de nos lecteurs une lettre de C. Vaize qui pose des questions intéressantes à ce propos, mais certainement pas toutes les questions qu'on peut se poser.

Sur la Suède le camarade Rocard précise dans ce numéro ses positions, en coupant court à certaines interprétations de son interview. D'ici peu T.S. reviendra sur les grèves sauvages qui se déroulent en ce moment en Suède ainsi que sur la sclérose du mouvement syndical engagé depuis des décennies dans une très stricte collaboration de classes.

Les sociaux-démocrates suédois se savent et se disent en régime capitaliste. Leur Premier ministre l'a notamment rappelé à la télévision française. Ils en subissent les lois internes comme les pressions internationales. Le secteur privé reste tout-puissant, fournissant un peu plus de 85 % de la production totale du pays. La lutte des classes n'a nullement disparu de Suède comme l'ont montré d'importantes grèves : travailleurs des métaux en 1945, de l'alimentation en 1954, de l'enseignement en 1966, et mineurs de Kiruna en décembre 69 - janvier 70.

La classe ouvrière suédoise n'a aucune tradition marxiste, ni dans le domaine théorique, ni dans sa pratique syndicale, ni dans sa pratique politique. Le parti social-démocrate prit le pouvoir par une victoire électorale en 1932, époque où le visage montré par la bureaucratie stalinienne amenait à s'éloigner de ce qui passait encore pour une expérimentation pratique du marxisme. Il en est résulté une stratégie parfaitement explicite, qui s'interdisait de toucher aux fondements du régime capitaliste et aux libertés formelles concédées par la bourgeoisie — suffrage universel, Parlement, liberté de presse et d'association, multiplicité des partis — mais entreprenait seulement de limiter les inconvénients sociaux du capitalisme en agissant sur la distribution des revenus (sans intervenir sur le capital et la production) et sur les prestations de l'Etat (enseignement santé, urbanisme, etc.).

C'est la logique de cette expérience qui peut aujourd'hui nous apporter des éléments de réflexion, quelle que soit la différence des situations et quelque fondée que soit par ailleurs notre conviction que les structures du capitalisme

français ne sont pas de nature à tenter une expérience de type suédois. Les raisons qui nous font penser qu'une mutation révolutionnaire se prépare en France sont inopérantes dans l'immédiat en Suède. Cependant d'autres signes montrent que les contradictions réelles du capitalisme réapparaissent toujours ; même si elle prend d'autres formes l'espérance socialiste n'est pas condamnée en Suède, loin de là.

Un premier signe en est l'orientation de politique étrangère qu'a prise la Suède. A partir d'une volonté fort modeste de marquer ses distances par rapport aux Etats-Unis, la Suède a été conduite à pousser plus loin les conséquences de ce choix. Elle a refusé de signer le Pacte atlantique. Elle a mené contre l'Espagne fasciste et contre la politique algérienne de Guy Mollet une bataille diplomatique courageuse. Elle est aujourd'hui le meilleur pays d'accueil pour les déserteurs américains, elle appuie matériellement la résistance grecque et divers mouvements révolutionnaires africains ; c'est elle qui a provoqué l'exclusion de la Grèce du Conseil de l'Europe.

Tout cela a provoqué une fureur compréhensible des Etats-Unis et créé entre l'impérialisme dominant et le capitalisme suédois des éléments de dissociation dont les effets vont continuer à se faire sentir.

Un deuxième signe apparaît avec les conséquences de la politique sociale menée par la Suède. Dans l'ordre quantitatif, la Suède a muselé pour une bonne part la spéculation foncière en ville, elle fait la politique d'équipements collectifs la plus développée du monde capitaliste, elle a mis au point une législation de transferts sociaux et d'aide aux personnes âgées qui à ma connaissance n'a pas non plus son équivalent parmi les pays capitalistes. Mais tout cela se paie. Et la Suède bat les records mondiaux de pression fiscale : cela pose dès maintenant le problème de savoir jusqu'à quel point le mode de production capitaliste est compatible avec une prise en charge efficace de besoins collectifs qui croissent encore plus vite que les besoins privés. La droite suédoise a failli reprendre le pouvoir aux dernières élections en attaquant sur le thème de la pression fiscale, et la social-démocratie a vaincu en intensifiant au contraire ses objectifs sociaux et en commençant à poser timidement la question des moyens de contrôle nécessaires pour les réaliser, notamment par l'extension du secteur public dans la production.

Toujours en matière sociale, mais dans l'ordre qualitatif, la social-démocratie suédoise a pour-

suivi deux efforts soutenus, l'un de lutte contre l'inégalité, l'autre de développement de l'enseignement et de l'éducation des adultes. Dans l'un et l'autre cas, on découvre à nouveau la contradiction entre une volonté réformatrice et la nature du système capitaliste. Revenus et fortunes sont taxés plus qu'ailleurs, l'éventail hiérarchique des salaires est le moins ouvert connu en pays capitaliste, il est aussi bien plus resserré qu'en Russie soviétique, postes de direction compris. Mais l'économie de profit garde sa puissance et cette lutte contre l'inégalité est éternellement à reprendre, car ses résultats, même s'ils sont remarquables, sont toujours menacés.

La politique d'éducation permanente rencontre les mêmes limites. Le système de production restant inchangé dans ses finalités, dans ses formes d'organisation et dans sa hiérarchie, demeure toujours aussi aliénant. En dehors de la formation professionnelle, une politique active d'éducation et de culture ne débouche sur rien si elle ne met pas en cause les structures de la société : c'est ce que certains militants commencent à ressentir.

Enfin le troisième signe de ces contradictions toujours présentes et des chances qu'elles offrent à la lutte socialiste se situe dans la production elle-même. La Suède atteint à peu près la limite de ce qui est supportable par le capitalisme en matière de redistribution sociale. Et la contre-offensive capitaliste se durcit. Le cas des mines de Kiruna est clair. Bien que propriétaire de l'entreprise à 95 %, l'Etat suédois est bloqué parce que la société privée qui possède les 5 % restants contrôlent plus de la moitié de la commercialisation de ce minerai de fer et de son transport par voie maritime ; cette société va jusqu'à organiser la concurrence au minerai suédois à partir de ressources africaines. Et la direction publique des mines de Kiruna, cernée par le capitalisme, se bat comme un patron capitaliste et refuse de négocier. Cette situation se retrouve dans de nombreux secteurs.

Tout cela explique le débat interne qui se déroule actuellement dans la social-démocratie suédoise. Attaquée de l'intérieur comme de l'extérieur, elle risque fort de céder aux pressions capitalistes et d'abandonner une bonne partie de son programme social. De plus, elle est tellement intégrée au système capitaliste que dans certains cas les militants ouvriers se battent contre le patronat, l'Etat et la direction syndicale pris comme un bloc et sans faire le détail.

Mais l'aile gauche de la démocratie suédoise conserve une base ouvrière véritable. Elle pose dès maintenant le problème d'une nouvelle offensive contre le capitalisme. Les problèmes qui sont à l'ordre du jour du prochain congrès sont, en matière d'égalité, la suppression de l'héritage, et en matière de contrôle de la production, la nationalisation des banques d'affaires et de certains autres monopoles. Les chances d'une victoire de la gauche sont limitées, mais elles existent, car ce courant paraît être actuellement majoritaire ; une nouvelle dimension peut être donnée à la lutte socialiste, ce qui ouvrirait une perspective politique aux luttes concrètes qui se déroulent à la base.

Voilà, sommairement résumé, ce qui se passe dans un des pays capitalistes les plus avancés.

En France, une perspective révolutionnaire est manifestement ouverte, comme le souligne notre thèse n° 2, à cause des contradictions que subit un capitalisme plus archaïque qu'ailleurs. Ce n'est pas le cas en ce moment en Suède, où n'apparaissent que les contradictions du capitalisme le plus avancé. Mais la nature de ces dernières contradictions n'en est pas moins révélatrice pour autant. S'il est clair que la social-démocratie suédoise n'a pas de perspective révolutionnaire et ne peut donc être pour nous un allié dans la lutte offensive, il reste qu'elle n'échappe pas aux coups de la lutte des classes et qu'elle recèle en son sein des forces qui peuvent être gagnées à des perspectives authentiquement socialistes. Cela n'est pas à négliger.

De la gauche et des mœurs

Catherine Vaize

Faisant écho à l'Humanité, un certain G.B. — serait-ce Gabriel Bergougnoux ? — ironise dans le numéro de Témoignage chrétien du 8 janvier sur « le socialisme dans le vent ». Une sainte indignation (ou un malin plaisir, ou les deux à la fois) secoue certains hommes de gauche ces jours-ci : « Rocard a fait une bêtise, on peut facilement l'épingler. » Si facilement que cela ne vaut même pas la peine de le lire, que cela ne vaut pas la peine de discuter au fond ce qu'il a pu déclarer. La presse que chacun cloue au pilori en la qualifiant de bourgeoise et de capitaliste retrouve une nouvelle virginité par opposition à Lui.

On se voile la face comme s'il s'agissait d'une publication « plus capitaliste », « plus bourgeoise » que les autres, sous prétexte qu'elle montre des femmes déshabillées plutôt que des femmes en train de le faire. Les hommes de gauche s'imaginent-ils que leurs épouses et filles préfèrent les photos de la presse du soir ? Quelle surface de mini-soutien-gorge faut-il à la une de France-Soir pour faire la différence ? Si l'on refuse l'hypocrisie, le commerce de l'image féminine commence avant la nudité. D'autre part, considérer comme une publication « spéciale » un journal qui est lu dans le métro, le train, chez le coiffeur et à la maison, par des dizaines de milliers d'hommes et de femmes, prétendre que ses lecteurs sont tous des dégénérés ou des gamins vicieux, c'est soit de la mauvaise foi, soit de la cécité intellectuelle. Il faut choisir sur ce point comme il faut choisir une attitude par rapport à la presse. Les hommes de gauche sont-ils prêts à renoncer totalement aux moyens de communication de masse sous prétexte qu'ils sont entre les mains de la bourgeoisie et distillent à ce titre l'idéologie dominante ? Les hommes de gauche sont-ils prêts à refuser toute déclaration à toute publication hebdomadaire, quotidienne ou mensuelle qui diffuse une image aliénée et « chosifiée » de la femme ? Ou bien est-ce une règle au seul usage du P.S.U. ?

mauvais journaux bourgeois. Les postérieurs publicitaires de l'Observateur seraient-ils plus de gauche que ceux de Lui ?

Il resterait de toute façon à expliquer pourquoi c'est un hebdomadaire dont la réputation à gauche est aussi mauvaise que son tirage est fort, qui a, seul, publié les trois questions écrites que Michel Rocard a posées à MM. Marcellin et Pleven sur les interpellations et vérifications d'identité auxquelles la police a indûment procédé dans l'enceinte du Tribunal d'Aix-en-Provence. Il resterait aussi à expliquer pourquoi il a fallu attendre un journaliste de Lui pour que Rocard ait à répondre à des questions portant sur l'éthique et le mode de vie plutôt que sur les combines internes de la gauche officielle et sur les alliances électorales.

Le silence de la gauche

De tout cela, bien sûr, ni l'Humanité, ni Krivine, ni le G.B. de T.C. ne disent mot, pas plus qu'ils ne parlent du reste de la longue interview.

Pendant longtemps, la gauche française a eu le mérite de se battre contre les réformismes bourgeois, elle tentait d'innover et d'avoir du courage en matière de mœurs. Maintenant, elle n'ose plus : a-t-elle peur d'effaroucher l'électorat ou est-ce vraiment que cela ne l'intéresse plus ? Laisserait-elle au gouvernement l'exclusivité des problèmes posés par la famille, la drogue, etc., la vague « érotique » ?

La gauche croit-elle vraiment que les Français ne vivent que de bulletins électoraux ? Ce silence est-il prudent ou machiavélique ? Signifie-t-il que la conception que l'on a des rapports interpersonnels importe peu lorsqu'on propose de construire une société socialiste ? Ou bien croit-on qu'il suffit de changer les rapports de production pour que les rapports entre les hommes changent et changent dans le bon sens ? En prenant comme paravent la sensibilité blessée des femmes « réduites à des objets de consommation », la nouvelle cabale des dévots se dispense d'aborder de vrais problèmes, alors que les femmes savent bien que si les conformismes moraux semblent parfois les protéger, elles n'en sont que plus profondément les victimes.

Des questions sur l'éthique

En tout cas, il faut être clair et faire deux listes : l'une des bons journaux bourgeois, l'autre des

LIBRAIRIE « TRIBUNE SOCIALISTE »

Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h ; samedi de 9 h à 13 h.

EDITIONS DU SEUIL

- LIVRE NOIR DE LA DICTATURE EN GRECE 15,00
- NOTES SUR LA VIE CULTURELLE EN R.D.V., P. Weiss 15,00
- SOCIALISME OU SOCIAL-DEMOCRATIE, J. Mandrin 15,00

EDITIONS OUVRIERES

- LA REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL, ENJEU DE LA LUTTE SOCIALE, J.-L. Bodiguel 26,00
- HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS, J. Bron 18,00

E.D.I.

- LA REVOLUTION D'OCTOBRE ET LE MOUVEMENT OUVRIER EUROPEEN 12,50
- LA GUERRE ET LA REVOLUTION ; I. - Guerres d'Asie, P. Naville .. 18,50

EDITIONS « PRESENCE AFRICAINE »

- PANAFRICANISME OU COMMUNISME, G. Padmore 22,00
- CHRONIQUE DE LA DECOLONISATION, J. Rous 27,00



**LIBRAIRIE
TRIBUNE SOCIALISTE
54, boulevard Garibaldi
Paris-15° C.C.P. 58 26 65**

La lutte de classes en Egypte

Henry Rosengart

« La défaite militaire n'a fait qu'exprimer brutalement ce que les contradictions intérieures entre la voie bourgeoise et la voie prolétarienne avaient graduellement fait mûrir. Une prise de conscience de la nature de classe réelle du régime nassérien (...). Ainsi, le cadre présent de la lutte de classes en Egypte est celui de la lutte entre les classes qui tendent à transformer l'état de guerre actuel en guerre populaire de libération et les classes qui tendent à le transformer en une paix honteuse, par la capitulation devant l'ennemi. »

En jugeant ainsi le régime nassérien, Mahmoud Hussein n'émet pas une opinion gratuite. Son ouvrage récemment paru (« La lutte de classes en Egypte de 1945 à 1968 » (1)), qui étudie la société égyptienne à travers les contradictions de classes très complexes qui la déchirent, est une illustration magistrale de la supériorité qualitative du marxisme sur toute autre méthode d'investigation historique.

Le nassérisme : une bourgeoisie bureaucratique d'Etat

Mahmoud Hussein définit le régime nassérien comme une bourgeoisie bureaucratique d'Etat, qui s'est fondée par opposition à la fois, à l'impérialisme britannique, aux classes dominantes égyptianisées qui lui étaient liées, et à une bourgeoisie « traditionnelle » qui n'avait pu parvenir au terme de son évolution :

« La transition égyptienne vers le capitalisme, dominée par les grands propriétaires — dans le cadre de la dépendance égyptienne vis-à-vis du marché capitaliste mondial — était bloquée. Ces grands propriétaires étaient en voie de transformation capitaliste sans pouvoir devenir capitalistes. » D'où un double blocage de développement des forces productives et de la transformation des superstructures idéologiques et politiques, ce qui « déterminait une situation de blocage, de crise, de toutes les autres classes de la société et, en définitive, de la classe dominante elle-même ».

Cette crise fut « résolue » en 1952 par le triomphe du nassérisme. Mais, contrairement aux révolutions bourgeoises classiques, qui répondent à une nécessité historique correspondant à un stade déterminé de l'évolution « normale » des forces productives, « non seulement il n'existait aucune « nécessité objective » imposant à l'Egypte la voie bourgeoise nassérienne, mais les contradictions objectives requéraient — au contraire — une solution prolétarienne à la crise de la voie capitaliste ». De sorte que « le régime nassérien devait être une tenta-

tive de sauver le capitalisme, avant que la dégradation continue de la situation d'après-guerre ne fasse mûrir des forces révolutionnaires conscientes ».

D'où l'opposition de la bureaucratie nassérienne aux masses populaires égyptiennes, qui verront toutes leurs initiatives autonomes systématiquement paralysées, voire parfois réprimées par la violence. Les quelques « privilèges » accordés à une partie de ces masses, loin d'être des « acquis socialistes », « sont, au contraire, des formes de différenciation et de division des classes populaires, c'est-à-dire des moyens de paralyser la révolution et de barrer la voie au socialisme ».

Guerre de juin et mouvement de mai

C'est ainsi que Mahmoud Hussein dépasse — comme tout marxiste digne de ce nom — le cadre étroit de la réalité qu'il étudie. Ainsi en vient-il à s'interroger sur ce qu'est le socialisme, et donc sur ce que n'est pas non seulement l'Egypte, mais... l'U.R.S.S. elle-même, qui accorde au régime nassérien un soutien conforme aux intérêts de ce que Mahmoud Hussein appelle franchement la « bourgeoisie bureaucratique soviétique » (expression qui nous semble, en effet, bien plus juste que le simple mot « bureaucratie », ce dernier ayant le tort (ou la fonction ?) de camoufler la nature de classe de la société soviétique).

Ainsi écrit-il : « Le critère fondamental qui permet de déterminer, à chaque étape historique, qui sont les amis du peuple et qui sont ses ennemis (...) se résume dans la question suivante : qui participe à l'éclosion, à l'épanouissement, à la protection de la liberté des masses populaires à penser, à s'organiser, à se révolter de manière autonome ; et qui participe à la répression — idéologique, politique ou économique — de cette liberté ? »

Il s'agit bien ici d'une question fondamentale à laquelle nul ne peut échapper et qui, pour nous, en France, depuis mai 1968, se pose de façon impérative...

On voit ainsi que les prolongements du livre de Mahmoud Hussein sont tels que sa lecture s'impose même aux militants que la situation en Egypte ne touche relativement que d'assez loin. La crise de juin 1967 a été pour le nassérisme ce que celle de mai 68 fut pour le gaullisme : le grand moment de vérité. Huan Nasser le 8 juin 1967, après la signature du cessez-le-feu, puis le plébiscitant les 9 et 10 juin quand il devint patent que les forces pro-occidentales de capitulation s'apprétaient à le renverser (et qu'il apparaissait

ainsi comme la seule barrière protectrice), les masses populaires égyptiennes allaient irrévérablement s'en détacher à partir de février 1968, date des premières émeutes antinassérienne.

La minute de vérité

C'est que les journées du 9 et 10 juin, comme l'écrit justement Mahmoud Hussein, étaient « le révélateur décisif de la nature de classe du pouvoir nassérien. » L'Etat tout entier était alors paralysé, — armée effondrée, appareil économique bloqué, administration désorganisée — ; il ne dépendait que de Nasser d'appeler le peuple à s'emparer des dépôts d'armes, à créer des comités de quartier et de village, à faire face par la guerre populaire aux troupes sionistes qui, inquiètes devant l'étendue du torrent populaire... s'étaient arrêtées au bord du canal de Suez où elles étaient parvenues le 9 juin... Cela, Nasser ne le fit pas. Contre tous les espoirs du peuple, il se montra tel qu'il n'avait jamais cessé d'être : un serviteur de la bourgeoisie, prompt seulement à réprimer, fût-ce dans le sang, toute initiative révolutionnaire. C'est ainsi qu'entre 1965 et 1967, comme le rappelle Mahmoud Hussein, les militants du Fath « seront pourchassés, emprisonnés, torturés dans les prisons égyptiennes, syriennes, libanaises aussi bien que jordaniennes ». C'est ainsi, encore qu'en novembre 1968, quand des manifestations massives vont déferler du Caire à Ale-

xandrie pour protester contre la corruption, contre la répression anti-étudiante et contre les bruits de capitulation du pouvoir devant les exigences impérialistes et sionistes, Nasser fera « tirer à la mitrailleuse sur les rassemblements, laissant sur la chaussée des dizaines de morts... ».

Que la crise du régime nassérien se soit clairement manifestée après la défaite de juin 67 et qu'elle aille s'amplifiant à mesure que la lutte du peuple palestinien s'amplifie elle-même, comment s'en étonner ? « L'Etat d'Israël, écrit Mahmoud Hussein, avait un intérêt commun avec le régime nassérien, celui d'étouffer la lutte autonome du peuple palestinien, lutte violente exemplaire qui exalterait la lutte populaire des autres pays arabes et qui — de ce fait — mettait en danger à la fois l'existence de l'Etat d'Israël et celle du régime nassérien ». Les contradictions entre la bourgeoisie sioniste et la bourgeoisie nassérienne, compliquées et amplifiées par celles qui opposent les impérialismes occidentaux et soviétique, ne permettent heureusement pas, à l'heure actuelle, la répression de la révolution palestinienne par tous ceux auxquels elle s'oppose, selon un plan élaboré en commun. Dans cet imbroglio politique, la bourgeoisie d'Etat nassérienne tente désespérément de trouver une issue. Le peuple égyptien, lui, attend son heure.

(1) Maspéro (1969) ; 15,40 F.

André Barjonet

LA REVOLUTION TRAHIE DE 1968

(Aux Editions John Didier)

3 f.

● En vente dans la

Librairie TRIBUNE SOCIALISTE

54, Bd Garibaldi - Paris 15^e

Grève tournante contre après-franquisme

Roger Racier

La gauche espagnole a célébré la nouvelle année en entamant le combat de l'après-franquisme. Les 39.000 mineurs des Asturies ont débrayé durant la deuxième semaine de janvier et des grèves tournantes continuent depuis lors de paralyser la production. Le mouvement a fait tâche d'huile : les ouvriers de l'industrie métallurgique catalane et andalouse et les employés agricoles de Séville ont suivi la semaine dernière l'exemple des mineurs asturiens.

La province des Asturies est celle où la gauche est la mieux organisée et la mieux préparée. Située au nord-ouest, riveraine du golfe de Gascogne, ses paysages sont aussi verdoyants que ceux de Normandie, mais ses rivières charrient un flot fuligineux : les Houillères du Nord S.A. (Hunosa) les utilisent pour laver le charbon. Les mineurs et les métallos des aciéries d'Oviédo, le chef-lieu provincial, ont toujours joué un rôle d'avant-garde dans le mouvement ouvrier espagnol. Leur révolte en 1934 a été le premier face à face sanglant entre la gauche et la droite qui devait deux ans plus tard s'élargir aux dimensions de la guerre civile.

Quand Franco pleure...

Les ouvriers d'aujourd'hui, s'ils se souviennent des hauts faits de leurs pères, ont oublié les vieilles organisations. La C.N.T. des anarchistes ne représente plus rien ni l'U.G.T. des socialistes. Tout le monde se retrouve dans les syndicats clandestins, les « commissions ouvrières », à l'intérieur desquelles les communistes sont les plus nombreux mais où se retrouvent catholiques et socialistes révolutionnaires. Les « commissions », qui couvrent l'ensemble de l'Espagne mais qui sont particulièrement fortes dans les Asturies, tiennent dans les mines le meilleur champ de manœuvre pour affronter le pouvoir.

« Il n'a plus d'huile dans sa lampe. » L'ouvrier qui laisse tomber cette phrase désabusée dans un petit bistrot populaire de Gijon, n'a pas précisé qui était « il » mais ses voisins ont compris. « Il » c'est Franco, qui est entré dans la léthargie depuis qu'il a confié le 29 octobre le gouvernement à l'oligarchie de l'Opus Dei. Le dictateur, âgé de 77 ans, préside trois fois par mois le conseil des ministres et consacre deux jours par semaine aux audiences civiles et militaires. Le reste du temps il chasse le perdreau

ou pêche le saumon. Les médecins lui ont conseillé le grand air. La maladie de Parkinson qui handicape son bras gauche est stoppée mais il ne parvient pas, depuis des mois, à émerger d'un état de grande fatigue. Il pleure en public et il lui a fallu quinze jours pour enregistrer son message télévisé de fin d'année : au bout de quelques minutes de présence devant les caméras, il fondait en larmes et les techniciens devaient tout arrêter jusqu'au lendemain.

Pendant ce temps, l'Opus Dei gouverne. C'est un groupe de pression qui, sous couvert d'aspirations spirituelles, truste tout les hauts postes de la banque, des affaires et des ministères économiques. En un mot, qui contrôle l'argent. Souci fort éloigné du vœu chrétien de pauvreté. Ce « groupe de pression », arrivé au gouvernement par la seule volonté d'un homme, Franco, n'a dans le pays aucune assise populaire. Il appartient à la gauche de faire la démonstration de cette faiblesse.

...L'Opus Dei réprime

Ce n'est pas aisé. Ceux qui espéraient une certaine libéralisation du régime se sont trompés totalement. L'Opus Dei attend de l'Europe des Six une aide qui la sauvera d'une situation économique catastrophique mais ne veut en échange faire aucun pas en direction de la démocratie : on continue d'arrêter, on continue de torturer dans les prisons, on continue de condamner. Chaque jour, trois journaux étrangers en moyenne sont saisis à la frontière. Un quotidien, « Nivel », destiné à la bourgeoisie libérale, a sorti le 1^{er} janvier son premier numéro : il a été saisi et le journal interdit. L'Opus maintient serré l'étau mis en place par la dictature franquiste. Il a même envoyé aux oubliettes le vague projet, mis au point par les phalangistes, d'accepter la formation de groupes d'opinion publique au sein du « mouvement national » (parti unique franquiste). Il s'est également opposé à l'élection de certains responsables des syndicats verticaux officiels.

Cette volonté anti-démocratique se retourne finalement dans les Asturies contre l'Opus Dei : il n'y a aucun dialogue possible avec les mineurs. Le gouvernement civil a en face de lui les chefs des syndicats officiels qui sont en fait ses propres fonctionnaires alors que les mineurs s'estiment seulement re-

présentés par les « commissions ouvrières » qui sont clandestines.

Et la « guerilla » progresse

Le combat qui a commencé début janvier près d'Oviédo n'est pas une épreuve de force qui va déboucher dans quelques jours sur la grève générale. C'est une patiente guérilla, avec ses harcèlements quotidiens, que les commissions ont préparée. Les mots d'ordre changent de puits à puits. Ici, on proteste contre une mise à pied. Là, on réclame une prime. Au puits Saint-Louis, c'est parce qu'on a seulement dix minutes pour manger dans une vacation de sept heures dix. Au puits Saint-Joseph, c'est contre l'absence de sécurité. Mais, partout, un motif domine : les technocrates de l'Opus estiment que les mines ne sont pas rentables, qu'il faut les fermer en grande partie et « déporter » ailleurs les ouvriers. Déjà des puits ont été clos et des mineurs transportés à Gijon pour une conversion problématique. Les commerçants, affolés par cette perspective de déclin régional, se sont joints pour la première fois depuis la guerre civile aux protestations des ouvriers.

L'Opus a envoyé dans les Asturies des renforts de ses C.R.S., la police armée (« Policia armada »), à qui ses longues capotes grises et sa brutalité ont valu le surnom de « Gristapo ». Mais la perte du gagne-pain, en cas de fermeture totale des Houillères, toucherait 300.000 personnes et cette menace a plus inquiété que celle des « gristapos ». Les Asturiens ont même poussé le défi jusqu'à fonder six « amicales ». Seuls les membres peuvent assister aux réunions et l'on ne peut adhérer que si l'on est parrainé. En théorie, le but de ces « amicales » est de discuter de questions assez futiles : les qualités des différents pigeons voyageurs ou le cinéma à travers les âges. Mais même le conférencier qui parle de Douglas Fairbanks trouve le moyen, au bout de six minutes, de comparer l'économie du cinéma à celle de l'industrie minière et de décrire, par exemple, les malheurs qui arriveraient au pays si l'on fermait les Houillères. Ces « amicales » sont de véritables clubs politiques où se retrouvent les diverses tendances de gauche.

L'Opus les interdira probablement un jour prochain. Il lui faudra davantage qu'un simple arrêté provincial pour relever le défi que la gauche espagnole vient de lui lancer : la grève tournante et permanente.



TRIBUNE SOCIALISTE

Abonnements

6 mois 22 F

1 an 43 F

Soutien à partir de 80 F

51, boulevard Garibaldi - Paris (15^e)
C.C.P. Paris 58.26.65

a lu pour vous

● **Histoire des démocraties populaires** - François Fejto.

Après la mort de Staline, une nouvelle époque commence pour les Démocraties populaires. Partout la réaction s'affirme contre l'hégémonie russe et l'imitation exclusive du modèle soviétique. Au terme il y aura le « printemps » de Prague.

Cette autre Europe, si mal connue, nous ne pouvons nous détacher de son destin.

Editions « Le Seuil », 2 volumes. Tome I, 456 pages : 30 F. Tome II, 534 pages : 36 F.

● **Pour la libération du Brésil** - Carlos Marighela.

Après Camilo Torres en Colombie, Guevara en Bolivie, le leader incontesté des guérillas brésiliennes est tombé au combat en novembre 1969.

Il avait été l'organisateur d'une opération si audacieuse qu'elle avait laissé le monde entier stupéfait : l'enlèvement de l'ambassadeur des Etats-Unis en plein centre de Rio.

Voici les principaux écrits théoriques qu'il laisse après sa mort.

Editions « Le Seuil » - 1 vol., 140 pages : 12 F.

● **Le Congrès clandestin** - présenté par Jiri Pelikan.

Le 9 septembre 1968 devait se tenir le 14^e congrès du Parti Communiste Tchécoslovaque.

Le 21 août, les blindés soviétiques envahissent la Tchécoslovaquie.

La raison principale de cette intervention est d'empêcher ce congrès où devaient être proclamés certains principes qui n'auraient pas manqué d'avoir un effet explosif sur l'ensemble du mouvement communiste international.

Convoqués en hâte, plus des deux tiers des délégués se réunissent clandestinement dans une usine de Prague.

Voici publiés pour la première fois les débats de ce congrès, accompagnés des principaux documents et projets, y compris celui des nouveaux statuts du P.C.T.

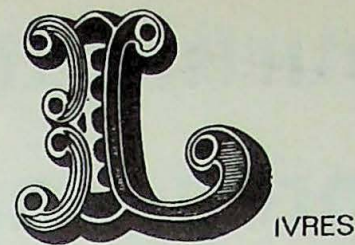
Editions « Le Seuil », 1 vol., 380 pages : 25 F.

● **Pannekoek et les Conseils ouvriers** - Textes choisis par Serge Bricianer

Anton Pannekoek ? Un nom qui évoque les premières années de l'Internationale communiste. Loué par Lénine dans *l'Etat et la Révolution* et combattu par Lénine trois ans plus tard dans *la Maladie infantile du communisme*.

Ce recueil anthologique est une contribution fondamentale à l'histoire de la naissance et du développement de l'idée des conseils ouvriers.

E.D.I., 1 vol. : 19,20 F.



Kautsky et la lutte pour le pouvoir

Pierre Gautier

Les éditions Anthropos ont eu l'heureuse idée de rééditer l'ouvrage de Kautsky « le Chemin du pouvoir ». Souvent cité par Lénine, apprécié par beaucoup de révolutionnaires du début du vingtième siècle comme une œuvre importante, ce petit livre n'était pourtant guère lu par les militants. Maintenant il est possible de juger sur pièce.

Disons-le tout de suite, il n'apporte pas d'éclaircissements définitifs sur les problèmes de la stratégie révolutionnaire. On peut même dire que l'auteur esquive beaucoup de problèmes importants, en particulier celui de la destruction de l'Etat capitaliste et celui de la lutte contre les structures bureaucratiques. La démocratie de type parlementaire reste pour Kautsky le type suprême de la démocratie, et l'Etat séparé des masses reste le seul type possible d'Etat. Il en résulte évidemment que la question du dépérissement de l'Etat socialiste est totalement absente des différents chapitres. De ce point de vue on peut penser que l'évolution ultérieure de Kautsky vers l'opportunisme se trouvait déjà en germe dans son « orthodoxie » du début du vingtième siècle.

Pourtant l'ouvrage ne manque pas d'intérêt. Derrière la pros-

périté et un calme social apparent au moment où il écrivait, l'auteur sait discerner avec lucidité les raisons d'aggravation des conflits de classe, les éléments qui minent la stabilité de l'ordre capitaliste. Il donne des aperçus intéressants, même s'ils restent partiels, sur le militarisme, l'impérialisme et les effets de la concentration capitaliste. Il ne se laisse pas prendre à la façade de solidité que présentait le capitalisme avant la guerre de 1914. Logiquement d'ailleurs le livre se termine par un chapitre qui annonce de façon prophétique un nouveau siècle de révolutions en même temps qu'il défend avec vigueur le rejet des coalitions de type réformiste avec la bourgeoisie.

De ce fait, on s'explique la violence des réactions de la direction de la social-démocratie allemande contre le livre, ses manœuvres pour empêcher sa parution. Il touchait à des points trop sensibles, il mettait trop en évidence le caractère timoré et platement parlementariste de la pratique du parti. C'est ce que montre fort bien la présentation de Victor Fay et les annexes (correspondance entre l'auteur et différents dirigeants) qu'il a judicieusement choisis. Il s'agit là d'une véritable leçon de choses pour les militants.

Communiqué

Depuis « Mai 68 » un certain nombre de courts métrages ont été tournés « sur le tas » par des équipes non professionnelles, avec l'aide de techniciens.

Ces films, prétextes à discussions et prises de conscience, sont à la disposition de ceux qui les souhaitent.

Une équipe se constitue pour les visionner et établir des dossiers d'utilisation. Tu peux en faire partie. Ecrire ou téléphoner à Henri SAIGRE, 23, avenue de Verdun - 94-St-Maurice - Tél. : 368-63-92.

VIENT DE PARAÎTRE

Introduction aux 17 Thèses du 6^e Congrès National du P.S.U.

L'exemplaire : 1,50 F

Par 10 exemplaires minimum - 1,20 F l'exemplaire

EN VENTE - Librairie Tribune Socialiste,
54, bd Garibaldi - PARIS (15^e)

C.C.P. 58 26 65 Paris

Bibliographie sur le cadre de vie

« **L'Urbanisme, utopies et réalités** », par Françoise Choay, aux Editions du Seuil, 1965.

Ce livre comprend :

• une introduction de 80 pages ;
et

• un recueil des textes (360 pages) les plus significatifs sur l'urbanisme qui ont été publiés depuis 150 ans.

L'auteur, de formation philosophique, se livre à une analyse et à une critique des idées qui fournissent leur base à l'urbanisme. En s'appuyant sur les nombreux textes cités dans la deuxième partie de l'ouvrage et regroupés suivant leurs affinités, F. Choay essaie de mettre en lumière les modèles sous-jacents des théories urbanistiques. Elle apporte un éclairage et une compréhension intéressante de ces dernières.

Le recueil de textes est étonnamment riche tant par la

variété des auteurs : hommes politiques, techniciens de l'urbanisme, écrivains ou sociologues, que par la qualité des écrits regroupés. Les écrits de socialistes utopiques comme Fourier, Proudhon voisinent avec ceux de socialistes marxistes comme Engels, Marx... La pensée d'architectes français comme Tony Garnier, Le Corbusier est confrontée à celle de leurs homologues étrangers (Gropius, Wright, Stroumiline...).

Cette approche, qui peut sembler un peu théorique, débouche pourtant sur la réalité présente de la ville. Les grands ensembles et leurs problèmes découlent en partie d'un certain modèle progressiste qu'il illustre Le Corbusier.

« **Le Droit à la ville** », par Henri Lefebvre, aux Editions Anthropos 1968, 165 pages (15 francs).

Cette réflexion riche mais parfois complexe sur la ville, lieu de la théorie et de la praxis modernes, débouche sur l'affirmation d'un droit nouveau : le droit à la ville non pas à la ville ancienne mais à la vie urbaine, condition d'un nouvel humanisme et d'une philosophie renouvelée.

« **L'homme et la ville dans le monde actuel** », par le Centre d'études de la civilisation contemporaine, chez Desclée de Brouver, 1969, 220 pages.

C'est un recueil d'articles ou plutôt de textes de conférences données à l'université de Nice.

Ces textes, de valeur inégale, tentent d'approcher, sous des angles divers, la mutation que la ville impose à l'homme, quelques conditions pour qu'il puisse en garder la maîtrise.

Parmi les titres, nous avons noté :

— « **La Crise de l'urbanisme contemporain** », par H. Lefebvre » ;

— « **La Ville, unité politique** », par H. Chombart de Lauwe ;

— « **Urbanisme et université** », par Pinchenel ;

— « **Architecture et construction** », par Candilis ;

— « **La Ville et l'automobile** », par Pierre George ;

— « **Les Ghetton américains** », par Séjourné.

De lecture aisée, il permet de faire le point sur quelques problèmes posés par la ville.

« **La Cité à travers l'histoire** », par Lewis Mumford, aux Editions du Seuil, 1962 720 pages.

Ce livre captivant à bien des égards est un véritable monument d'une lecture pas toujours aisée. Il se veut histoire de la civilisation à travers la ville, car dès l'origine, l'histoire tourne autour des villes.

L'histoire de la ville est celle de la création et de la destruction des sociétés. « Centre religieux, thérapeutique, intellectuel, industriel, la ville, à partir d'un certain degré de concentration, secrète l'impérialisme et engendre sa propre destruction. »

Arrivé à notre époque, l'auteur s'interroge. L'ère industrielle, par bien des aspects, a connu une régression urbaine : villes informes, entassement... Vers quelle cité évoluons-nous ? « Nous voici à l'instant du choix : ou bien les hommes continueront à s'entasser dans des villes informes, amnésiques, que l'automobile désorganise en attendant que les bombes atomiques les détruisent entièrement, et la mégapole s'achèvera en nécropole — ou bien nous suivrons l'indication féconde que recèle l'urbanisation généralisée : les ci-

tés, revenant à une taille normale, retrouveront leur équilibre dans leur milieu naturel et, reliées organiquement, elles formeront le tissu de la cité mondiale. »

« **La Ville : phénomène économique** », J. Remy. Editions Vie ouvrière.

Le développement de l'emploi industriel a perturbé le quadrillage de l'espace géographique et produit non des villes voulues comme telles mais des agglomérations dont on attend seulement qu'elles facilitent les conditions de production.

Après avoir :

— analysé le contenu des économies d'agglomérations du point de vue de l'entrepreneur,

— s'être interrogé sur le rôle de la ville dans l'organisation et la croissance d'un ensemble social et

— recherché dans quelle mesure le fait de l'agglomération engendre des biens spécifiques qui ne peuvent se créer que collectivement et qui restent propriété collective tout en étant d'une importance décisive pour l'amélioration des possibilités de bien être, l'auteur

— étudie les coûts supplémentaires engendrés par le fait de l'agglomération (qu'ils soient liés à sa dimension, à sa composition, aux modifications de son fonctionnement) ;

— recherche comment, par une organisation plus rationnelle de l'espace, alléger ces coûts et montre, en terminant, que les mécanismes du marché ne sont pas aptes à susciter des unités urbaines et à les organiser sur des bases adéquates. Le développement urbain relève de choix politiques.

• HABITAT - LOGEMENT - TRANSPORTS

« **Peut-on loger les Français ?** » - G. Matthieu - Col. Société, Editions Seuil. 1965.

La crise continue et même s'aggrave.

A qui la faute ?

Combien faut-il construire ? Face à cette crise, on fait miroiter des solutions qui ne sont que des mirages. L'Etat abandonne ses responsabilités aux promoteurs privés et se fait le complice des spéculateurs.

Les solutions :

Reconnaître le droit au logement : c'est un objectif révolutionnaire.

Comment atteindre cet objectif ? le financement - la maîtrise des terrains à bâtir - la réorganisation de l'industrie du bâtiment.

« **Pour une civilisation de l'habitat** » par Louis Houde-

ville. 410 pages - aux Editions ouvrières - 1969.

C'est un livre qui fait date en matière de logement et d'urbanisme. Il définit les grands axes d'une politique nouvelle : les besoins réels, la spéculation foncière, les moyens de financement, l'organisation des professions du bâtiment.

Il nous montre comment on peut maîtriser un problème complexe, repérer les obstacles, proposer les solutions, sans pour autant céder au jargon des technocrates, à l'optimisme facile des services officiels ou au catastrophisme de certains milieux.

Membre de la commission de l'habitat de la C.F.D.T. l'auteur a collaboré à différentes publications : « Tribune socialiste », « Janus », « Formation », « l'Evénement », « Correspondance municipale »... et participe aux travaux de l'A.D.E.L.S. et du groupe « Urbanisme et socialisme ».

Ce livre est un lourd dossier qui prend la forme du manifeste, mais constitue aussi l'exposé méthodique et systématique d'une nouvelle politique.

Après une brève histoire de la crise du logement depuis la révolution industrielle (180 pages) et avant d'examiner cette nouvelle politique (130 pages) l'auteur analyse les problèmes des H.B.M. et H.L.M., de l'accession à la propriété, des loyers et de la promotion immobilière.

« **Rénovation urbaine et changement social** » par Henri Coing - aux Editions ouvrières.

C'est l'étude sociologique d'une opération de rénovation dans un quartier populaire de Paris. A travers rénovation et relogement, c'est en fait toute une modification du mode de vie qui est en jeu. C'est une confrontation à des exigences, à des possibilités nouvelles que les habitants des quartiers anciens pourront ou non saisir. L'analyse du quartier ancien et de la vie qui s'y tisse quotidiennement est intéressante à connaître d'autant que la lecture en est aisée. Elle doit permettre aux militants de comprendre les changements qui s'opèrent dans la ville et de saisir les exigences d'un habitat populaire.

« **Les Transports urbains** » par C. Gérondeau, ingénieur des Ponts et chaussées - Collection « Que sais-je ? », n° 1344.

Il s'agit d'un ouvrage général sur cette question qui envisage successivement les transports en commun, les transports individuels, les études de prévision, les réseaux de transports et les formes urbaines, le choix des réseaux futurs, la tarification des transports et quelques perspectives d'avenir.

• A écouter

• **Haendel-Samson.** — C'est avec Haendel qui en écrit 32, que l'oratorio atteignit son apogée au milieu du XVIII^e siècle. Cette espèce d'opéra sacré permettait au compositeur dégagé des contraintes de la représentation scénique de donner libre cours à son inspiration musicale en évoquant des situations que le théâtre est impuissant à représenter.

Ecrit immédiatement après le **Messie** (1741), **Samson** est une parfaite synthèse de l'oratorio biblique et de l'opéra (Haendel en écrit 40), grâce à l'importance du chant choral d'une part et de l'autre à l'introduction de personnages légendaires au caractère nettement dessiné.

Le poème de Milton, dont le musicien s'est inspiré, décrit les souffrances des Hébreux sous la domination des Philistins dont Samson est prisonnier. Celui-ci prostré dans la honte et l'esclavage reprend progressivement conscience de lui-même et de sa force pour libérer son peuple en ensevelissant les Philistins sous les ruines de leur temple.

Sans sacrifier au pittoresque facile, mais sans renoncer aux effets spectaculaires que le texte même lui impose, Haendel s'est attaché à peindre l'évolution psychologique de son héros et à donner une vigoureuse traduction musicale du conflit entre les deux communautés.

Le présent enregistrement, dirigé par un Karl Richter en grande forme, servira longtemps de référence, tant par la qualité des solistes que par celle de la chorale Bach de Munich dont le style et la vitalité sont insurpassables. (Archiv-Produktion 4 X 30 cm - Souscription jusqu'au 31 janvier.)

• **La nouvelle école viennoise.** — D'abord une légère déception : la confrontation entre le maître de l'école viennoise Arnold Schönberg et ses deux illustres disciples, à laquelle ces disques semblaient nous inviter, n'a pas lieu. En effet s'ils contiennent quelques-unes des pages les plus significatives de Webern, ils n'offrent guère d'œuvres représentatives de la révolution viennoise signées par Berg ou par Schönberg.

En revanche, on peut y découvrir le Pelléas et Mélisande Schönberg, très post-romantique et si différent du chef-d'œuvre de Debussy dont il est contemporain. On retrouve aussi le douloureux Concerto à la mémoire d'un ange de Berg dans l'extraordinaire interprétation de Boulez et Menuhin.

C'est finalement Webern qui apparaît ici comme le véritable révolutionnaire. Boulez a écrit qu'il était le seuil de la musique nouvelle. A écouter ses mélodies, son trio, ses pièces pour violon, violoncelle ou orchestre, dont certaines durent moins d'une minute, on se rend compte qu'il a effectué la rupture la plus catégorique avec l'héritage romantique pour édifier un langage sonore à la lisière du silence, comparable en peinture aux abstractions colorées d'un Mondrian.

Paradoxalement, ces micro-organismes désincarnés s'imposent à la fois par leur raffinement, leur extrême concision et leur mystérieux scintillement. Un des plus riches courants de la musique d'aujourd'hui en est directement issu. (Pathé-Maroni - Voix de son maître - 4 X 30 cm - en souscription jusqu'au 31 janvier.) □

DANS quel sens évoluent les luttes paysannes ? Les paysans sont-ils des patrons ou des prolétaires ? La lutte de classes traverse-t-elle le monde paysan ? A quels obstacles se heurte le ralliement des paysans à la lutte socialiste ? Peut-il y avoir des actions communes entre salariés du secteur « agro-alimentaire » et certains paysans ? C'est à ces questions que devait répondre la rencontre nationale Agriculture que le P.S.U. avait organisée à Paris les 17 et 18 janvier. Plus de 40 départements représentés, une centaine de militants : paysans, salariés, techniciens, enseignants et étudiants.

Un événement qui fera date comme l'a dit B. Lambert à la fin des débats : pour la première fois un parti socialiste affirme la nécessité d'une organisation socialiste dans le monde agricole unissant salariés et agriculteurs.

T.S.

Reunions

● Samedi 31 janvier et dimanche 1^{er} février :

Stage régional entreprise Bourgogne-Franche-Comté ouvert aux militants d'entreprise de l'Yonne-Nièvre-Jura-Saône-et-Loire - Haute-Marne-Côte-d'Or, à Dijon.

Ecrire à Giffard, 20, rue Sully, Dijon (21).

● 31 janvier et 1^{er} février 1970. (Début du stage, samedi 31 à 9 h. 30.)

Stage de formation à la propagande.

Relais international de la Jeunesse.

38, Ile des Migneaux - 78-Poissy.

Thème du stage : « La conception, la préparation et la réalisation d'une campagne. »

Ce stage est réservé aux responsables fédéraux explicitement mandatés par leur fédération.

● Dimanche 1^{er} février, 9 heures. 81, rue Mademoiselle.

Journée des militants des hôpitaux et de l'Assistance Publique de la Région Parisienne.

Le secteur "agriculture" a tenu sa première assemblée

Tous les partis socialistes révolutionnaires ont ici à se demander quelle était la place des paysans dans l'organisation en classes de la société bourgeoise. Répondre à cette question n'est pas un vain souci de théoricien.

Actuellement les dirigeants de la F.N.S.E.A. et du C.N.J.A. mènent une vigoureuse campagne sur le thème de l'unité du monde rural et de la cohésion du syndicalisme paysan.

De leur côté les dirigeants de grosses coopératives en butte aux revendications de leurs salariés essaient d'utiliser les paysans coopérateurs pour briser les mouvements de grève.

La réponse classique des socialistes marxistes consiste à rappeler que les paysans, étant propriétaires de moyens de production, si modestes soient-ils, ne peuvent réagir comme de véritables prolétaires et — conséquence politique importante — ils ne peuvent prétendre, même lorsqu'ils s'affirment socialistes, participer à la direction des luttes aux côtés des militants ouvriers. Les seuls prolétaires sont donc les salariés agricoles et les paysans obligés de chercher du travail à l'usine.

Mais le débat a permis d'approfondir cette analyse car si les paysans gèrent des moyens de production, ils ont dû très souvent s'endetter pour les acquérir et le vrai propriétaire c'est le Crédit agricole ; de plus, les moyens de production **déterminants** sont aujourd'hui entre les mains des coopératives, des industriels de l'alimentation : l'outil du paysan ne lui assure aucune indépendance.

Il faut peut-être faire la distinction entre paysans prolétarisés et paysans paupérisés. Les premiers sont ceux qui essaient de se « défendre » en s'endettant et en s'intégrant dans des systèmes de production, de transformation et de commercialisation qui les contrôlent entièrement (poulet, porc, fruits, lait...). Ces paysans permettent aux groupes alimentaires de

ramasser une plus-value considérable ; leur taux d'exploitation est donc fort important et leur rôle dans une industrie productive essentielle devient décisif.

Très différente est la condition des paysans « paupérisés ». Ceux-là n'ont même pas pu « suivre » la modernisation ; ils produisent peu et forment peu de plus-values, ils sont de plus en plus en dehors de l'économie en attendant que leurs enfants rejoignent les rangs du prolétariat industriel.

Quel est l'adversaire ?

Mais pour les uns et les autres, il devient plus clair que l'adversaire ce n'est pas seulement l'Etat qui les sacrifie, c'est aussi d'autres agriculteurs-capitalistes qui assurent la jonction entre agriculture et économie industrielle. Ces patrons de l'agriculture contrôlent de plus en plus les véritables instruments de la production : coopératives, usines, crédits, et accaparent largement les moyens en prêts et en techniciens.

Alors il est clair que la division des classes passe au milieu du monde agricole et que la lutte des classes doit se développer entre agriculteurs. Que de ceci, peu de paysans prolétarisés ou paupérisés soient conscients, c'est l'évidence. Tous ceux qui détiennent les moyens de formation et d'information se liguent pour cacher cette vérité. Mais les luttes récentes ont montré que, là aussi, les faits sont plus forts que l'idéologie.

Des paysans ont pratiqué la politique du fait accompli en installant un fermier dans une exploitation inoccupée et en lui donnant un bail, d'autres sont passés à l'action contre les évictions ou les cumuls de terre, ou encore contre des décisions d'industriels du lait. C'est dans ces luttes que se forge une conscience de classe et que se dessine une stratégie qui vise à dépasser les actions isolées, spontanées ou poujadistes, c'est-à-dire à leur donner une dimension politique.

Mais c'est aussi dans la lutte que le problème des rapports entre paysans et salariés est posé réellement. Non plus comme un rapport sentimental mais comme la création d'un front commun capable de dépasser des divergences d'intérêt pour une solidarité anti-capitaliste.

Pour jeter les bases de ce front, les militants du P.S.U. ont décidé de se donner d'abord une organisation fondée sur des groupes de base et ils ont défini les premières tâches de ces groupes dans la résolution suivante qui a été votée à l'unanimité.

Résolution de la rencontre

Les militants du secteur agricole alimentaire du P.S.U. constatent que, de plus en plus nombreux, les agriculteurs et les travailleurs du secteur para-agricole se rendent compte que le système capitaliste ne peut résoudre aucun de leurs problèmes. Le courant socialiste se développe rapidement à travers les luttes paysannes ; toutefois, ces luttes restent fragmentaires, leurs perspectives confuses.

Pour leur donner de véritables perspectives socialistes, les groupes de base du secteur agricole et alimentaire prendront l'initiative d'une campagne d'explication portant sur :

a) la signification politique des luttes actuelles dans la paysannerie ;

b) le développement des autres fronts de lutte et l'alliance de ces fronts ;

c) l'élaboration d'un manifeste socialiste agricole, précisant les grandes lignes d'une organisation socialiste de l'agriculture.

Cette campagne devra aboutir à la tenue, d'ici à un an, de deux journées nationales des militants socialistes et révolutionnaires du secteur agricole et para-agricole.